

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2674

3 novembre 2008

SOMMAIRE

Albra S.A.	128317	Luneil S.à r.l.	128313
All Road Management S.à.r.l.	128311	LuxCo 87 S.à r.l.	128315
Amesmo Corporation S.à r.l.	128306	Maintenance Tuyauteries Industrielles Lux	
Bimer S.à r.l.	128352	128324
Care S.A.	128312	Maintenance Tuyauteries Industrielles Lux	
Chiorino Group S.A.	128308	128352
Citigroup International Luxembourg Limited	128316	Material Economy & Services S.A.	128317
Covent Garden S.A.	128311	Metalsistem International S.A.	128315
Distrikit S.A.	128318	Meyers S.A.	128322
ELH International S.à r.l.	128306	Mholdings S.à r.l.	128313
Etude Tuyauterie Industrielle Lux	128318	Moeller Electric S.A.	128319
Etude Tuyauterie Industrielle Lux	128318	Moorea 1 S.à r.l.	128307
European Risks Investments S.A.	128311	Nacofi S.A.	128316
Golden Gate S.A.	128310	Olkyrent S.A.	128323
Goodrich	128308	Oronat S.A.	128317
HBPM Real Estate S.A.	128312	Poseidon JV S.à r.l.	128314
Hess Holding S.A.	128308	Progx S.A.	128315
iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.	128314	Prominvest Europe S.A.	128309
Immoval Sainte Croix S.A.	128320	Reech AiM Group	128324
International Stars S.A.	128306	Savoie Holdings S.à r.l.	128307
Isle sur Sorgue S.A.	128316	Senfter Investments A.G.	128311
JOFAD Holding S.A.	128313	Sigma Capital Investments S.A.	128334
K7 S.A.	128349	Société Financière pour les Pays d'Outre-	
Kwintet International S.à r.l.	128307	Mer S.A.	128352
L'Alpic, Sàrl	128333	Techolding S.A.	128309
L'Armathan S.A.	128318	The Race	128316
Le Bistrot Gourmand S.à r.l.	128310	TPH Services S.à r.l.	128310
		TPH Services S.à r.l.	128309
		Viva Capital S.à r.l.	128314

Amesmo Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 109.018.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2008.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur

Signatures

Référence de publication: 2008126849/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2008, réf. LSO-CV00150. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080147221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2008.

ELH International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 647.600,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 103.294.

Mr. Klaus de Vibe, avec adresse professionnelle au 79, Onslow Gardens SW7 3BU, Londres, Royaume-Uni a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 30 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008133739/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2008, réf. LSO-CV05959. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

International Stars S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 45.576.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 9 septembre 2008

Monsieur DE BERNARDI Alexis et Monsieur ROSSI Jacopo sont renommés administrateurs de la société pour une nouvelle période de trois ans. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société en remplacement de Madame RIES-BONANI Marie-Fiore, administrateur sortant. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Monsieur REGGIORI Robert, expert-comptable, né le 15.11.1966 à Metz (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes de la société en remplacement de Monsieur SCHAUS Adrien, commissaire aux comptes sortant. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

INTERNATIONAL STARS S.A.

Jacopo ROSSI / Alexis DE BERNARDI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008133737/545/25.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06376. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Kwintet International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 833.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 112.469.

Mr. Klaus de Vibe, avec adresse professionnelle au 79, Onslow Gardens SW7 3BU, Londres, Royaume-Uni a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 30 septembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008133740/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2008, réf. LSO-CV02782. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080156816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Moorea 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.061.

Il résulte d'une cession de parts sociales du 15 octobre 2008, que GS Lux Management Services S.à r.l. ayant son siège social à 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, a transféré 1,250,000 parts sociales détenues dans Moorea 1 S.à r.l. de la manière suivante:

1. 583,489 parts sociales à GS Capital Partners VI Fund, L.P. ayant son siège social à The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, New Castle County, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA;

2. 485,325 parts sociales à GS Capital Partners VI Offshore Fund, L.P. ayant son siège social à M&C Corporate Services Limited, Ugland House, South Church Street, P.O. Box 309 GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands;

3. 160,449 parts sociales à GS Capital Partners VI Parallel, L.P. ayant son siège social à The Corporation Trust Company, Corporation Trust Center, New Castle County, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA;

4. 20,737 parts sociales à GS Capital Partners VI GmbH & Co. KG ayant son siège social à Friedrich-Ebert-Anlage 49, D-60308 Frankfurt am Main, Germany

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Moorea 1 S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008133667/3521/25.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06454. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080156537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Savoie Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.

R.C.S. Luxembourg B 91.603.

EXTRAIT

Monsieur Jeremy Paul a démissionné, avec effet immédiat le 8 octobre 2008, de sa fonction de gérant de la Société.

Luxembourg, le 8 octobre 2008.

L'Agent Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2008133738/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 octobre 2008, réf. LSO-CV04357. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080156787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Hess Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 66, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 130.332.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 9 octobre 2008

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Monsieur Donald M. HESS, entrepreneur, demeurant à Roerswyl, Roerswylstrasse 42, CH-3065 Bolligen, Suisse,
Président;

- Monsieur Max LIENHARD, directeur général, demeurant au 44 Elfenastrasse, CH-3074 Muri, Suisse;

- Monsieur Lee WILLIAMS, tax advisor, demeurant professionnellement à St Martin, Jersey, JE3 6DU Îles Anglo-Normandes.

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommée réviseur d'entreprises, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- H.R.T. Révision S.à r.l., 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial Recueil, des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008133663/534/24.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04832. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Chiorino Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 61.973.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 24 septembre 2008

Est nommé administrateur supplémentaire, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2011:

- Gregorio CHIORINO, administrateur, demeurant au 21, Via Lamarmora, 13900 Biella (BI), Italie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008133661/534/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04911. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Goodrich, Société Anonyme.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 8, rue Alfred de Musset.
R.C.S. Luxembourg B 118.986.

—
Par la présente, nous vous informons que nous démissionnons de notre poste de commissaire aux comptes de la société GOODRICH N ° RCSL B 118986 avec effet immédiat.

Luxembourg, le 9.10.2008.

EUROTRUST

BP 3066, 33, allée Scheffer, L-1030 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2008133657/576/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03562. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Techolding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 30.690.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 25 août 2008

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- Monsieur Yann DUCHESNE, directeur de société, demeurant au 43bis, boulevard Victor Hugo, Neuilly-sur-Seine, Président et Administrateur-Délégué;
- Monsieur Pascal BRANDYS, directeur de société, demeurant au 11, rue Magellan, Paris, Administrateur-Délégué;
- Madame Irina SAZHINA, expert-comptable, demeurant au 9, Minskaya Ulitsa Bldg., Moscou, Russie.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008:

- BDO Compagnie Fiduciaire, société anonyme, 2, avenue Charles de Gaulle, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008133662/534/21.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2008, réf. LSO-CV04821. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Prominvest Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.
R.C.S. Luxembourg B 137.897.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 25 mars 2008

Est nommé réviseur d'entreprises HRT Révision S.A., 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008133660/534/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03674. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

TPH Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 9.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 122.040.

En conséquence d'une décision prise par l'associé unique de la Société (l'Associé Unique = The Phone House Holdings UK Limited) que l'Associé Unique a changé le nom en:

TALKTALK GROUP LIMITED

Certifié à Companies House en 11 septembre 2008.

Le numéro de registrement de l'Associé Unique reste inchangé (06534112).

Pour extrait et publication

TPH Services S. à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008133655/9068/19.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06850. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Golden Gate S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 51.143.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 29 août 2008, que l'assemblée a prorogé les mandats des administrateurs Monsieur Georges PHILIPPE, Monsieur Guido BANHOLZER et Monsieur Edouardo VARELA

avec effet rétroactif du 27 février 2006 jusqu'à l'Assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2012.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2008.

Pour la société
Rita REICHLING
Domiciliataire

Référence de publication: 2008133653/307/19.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05535. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080156318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

TPH Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 9.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 122.040.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la société en date du 20 octobre 2008 à Luxembourg

Il résulte de résolutions prises par l'associé unique de la Société (l'Associé Unique) que la personne suivante est nommée en tant que gérant de la Société avec effet au 20 Octobre 2008 et pour une durée indéterminée, Monsieur Christian Werner, COO, résidant au 8, 68 Grove Park Rd., W4 3 QA, Chiswick London Royaume-Uni,

En conséquence de ce qui précède, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Marc Feider - gérant;
- Nina Gallois - gérante déléguée;
- David Goldie - gérant;
- Nigel Plumpton - gérant
- Christian Werner - gérant

Pour extrait et publication
THP Services S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008133654/9068/24.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06851. - Reçu 89,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080156354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Le Bistrot Gourmand S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5440 Remerschen, 77, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 109.842.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2008134085/814/11.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12554. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080157233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Covent Garden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 28, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 118.570.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2008134088/814/11.
Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12562. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

European Risks Investments S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 136.242.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 11 janvier 2008

Est nommé réviseur d'entreprises HRT Révision S.A., 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Luxembourg, le 7 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008133659/534/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03672. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

All Road Management S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.376.200,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 130.530.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008134152/6312/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV06945. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Senfter Investments A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 78.411.

Constituée par-devant M^e Frank BADEN, alors notaire de résidence alors à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),
en date du 17 octobre 200, acte publié au Mémorial C no 284 du 20 avril 2001

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SENFTER INVESTMENTS A.G.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134549/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06213. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Care S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg.

R.C.S. Luxembourg B 141.092.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale de la société anonyme CARE S.A., avec siège social à L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg, en date du 14 août 2008, enregistrée à Echternach le 18 août 2008, Relation: ECH/2008/1106, que:

- Monsieur Marc REIFF, Administrateur B, né le 17 juin 1972 à Ettelbruck et demeurant professionnellement à L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg, a été nommé administrateur-délégué de la Société et ceci avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Tout engagement de la Société vis-à-vis de tiers requiert au moins la signature de l'administrateur-délégué, quel que soit par ailleurs le régime de pouvoirs de signature fixé par le Conseil d'Administration.

Plus spécifiquement, Monsieur REIFF dispose d'un pouvoir de signature obligatoire pour tout ce qui concerne l'auto-risation d'établissement de la Société

- Monsieur Laurent SCHONCKERT, Administrateur A, demeurant professionnellement à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, La Belle Etoile, a été nommé président du Conseil d'Administration conformément à l'article 13 des Statuts, le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2009;

- Monsieur Claude BAER, Administrateur B, demeurant professionnellement à L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg, a été nommé vice-président du Conseil d'Administration conformément à l'article 13 des Statuts, le mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2009;

Conformément aux dispositions de l'article 17 des Statuts, pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière a été délégué à un comité de direction.

- les personnes suivantes ont été nommées Directeur de la société, leur mandat sont fixés à durée indéterminée:

- Monsieur Marc HOFFMANN, Administrateur A, demeurant professionnellement à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, La Belle Etoile,

- Monsieur Manu KONSBRUCK, Administrateur A, demeurant professionnellement à L-8050 Bertrange, route d'Arlon, La Belle Etoile,

- Monsieur Marc REIFF, Administrateur B, demeurant professionnellement à L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg,

- Monsieur Alphonse JOHANNNS, Administrateur B, demeurant professionnellement à L-9764 Marnach, 21, rue de Marbourg.

Echternach, le 22 octobre 2008.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2008134581/201/36.

(080157300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

HBPM Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 141.925.

—
EXTRAIT

Suite à la réunion du conseil d'administration de la société tenue en date du 05 septembre 2008, Monsieur Karim Van den Ende, demeurant professionnellement 8, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, a été désigné pour une durée équivalente à celle de son mandat d'administrateur en qualité d'administrateur délégué de la société qui aura tous pouvoirs pour engager valablement la société par sa seule signature pour toutes les affaires relatives à la gestion journalière.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 septembre 2008.

Le Conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2008134680/1103/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2008, réf. LSO-CV03378. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Mholdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 11.070.230,00.**Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 121.622.—
EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Madame Emanuela Brero, gérante de la société susmentionnée, née le 25 mai 1970 à Bra (Italie) demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008134683/9489/18.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07011. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Luneil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 123.627.—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale de la société LUNEIL S.à r.l, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, reçue par le notaire Henri BECK, de résidence à Echternach, en date du 06 octobre 2008, enregistrée à Echternach le 08 octobre 2008, Relation: ECH/2008/1337, que:

- 1) Madame Christine SHAH-DEL TORRE, gérante de société, a été démissionnée de son poste de gérant de la société,
- 2) Monsieur Aymeric KEMPF, gérant de société, demeurant à L-5855 Hesperange, 8, rue Jos Sunnen, a été nommé comme nouveau gérant de la société pour une durée indéterminée.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Echternach, le 20 octobre 2008.

Henri BECK

Notaire

Référence de publication: 2008134684/201/18.

(080157989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

JOFAD Holding S.A., Société Anonyme Holding.Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 56.714.

Constituée par-devant Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 14 octobre 1996, acte publié au Mémorial C n° 18 du 20 janvier 1997. Le capital a été converti en Euros par acte sous seing privé en date du 14 novembre 2001 publié suivant un extrait au Mémorial C n° 740 du 15 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JOFAD Holding S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134757/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06420. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Poseidon JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 102.535.

Le gérant de la Société, M. Oussama Daher, a changé son adresse:

- M. Oussama Daher aura désormais son adresse à 71-72 Oakley Street, Londres, SW3 5HF, Royaume-Uni.

Par ailleurs, M. Christopher Finn, qui est également gérant de la Société, a aussi changé son adresse:

- M. Christopher Finn aura désormais son adresse au 64, avenue de Chailly, 1012 Lausanne, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008134695/1092/19.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06480. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Viva Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 122.994.

Le bilan au 31 mars 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2008.

Pour Viva Capital S.à r.l.

SGG Corporate Services S.A.

Mandataire

Signature

Référence de publication: 2008134729/1005/17.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06698. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 140.044.

Le Conseil d'Administration de la Société tenu en date du 10 Juillet 2008 décide de nommer pour une durée indéterminée, Monsieur Holger Möller en tant que président du Conseil d'Administration à compter de cette date.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Octobre 2008.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2008134692/805/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06741. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Metalsistem International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 96.618.

Constituée par-devant Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 octobre 2003, acte publié au Mémorial C n° 1127 du 20 novembre 2003. Les statuts ont été modifiés par-devant le même notaire en date du 30 mars 2004, acte publié au Mémorial C n° 565 du 2 juin 2004.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour METALSISTEM INTERNATIONAL S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134759/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06414. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080157732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Progx S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 101.532.

Constituée par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 juin 2004, acte publié au Mémorial C no 941 du 22 septembre 2004, modifiée pour la dernière fois par-devant le même notaire en date du 24 avril 2008, acte publié au Mémorial C no 1360 du 3 juin 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROGX S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134756/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06422. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080157725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

LuxCo 87 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 141.100.

Il résulte du contrat de cession du 9 octobre 2008 que les 500 parts sociales ordinaires représentant l'intégralité du capital social de la Société détenues par TMF Corporate Services S.A. ont été transférées à Mme Hélène Zaleski née le 8 Novembre 1965 à Lille (France), résidant avenue Molière 117, B-1190 Forest (Belgique).

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Pour la société

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signature

Référence de publication: 2008134691/805/19.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06739. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080157938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Citigroup International Luxembourg Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 83.654.

—
Réquisition modificative

Le Registre de Commerce et des Sociétés est prié de procéder aux modifications suivantes au Registre de la Société Citigroup International Luxembourg Limited:

Monsieur Marc E. Pecquet résidant 84, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, est à omettre du conseil d'administration de Citigroup International Luxembourg Limited. Monsieur Marc E. Pecquet a démissionné de son poste d'administrateur le 30 septembre 2008.

Luxembourg, le 14 octobre 2008.

Pour le compte de Citigroup International Luxembourg Limited

Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Laurence KREICHER

Référence de publication: 2008134736/1177/19.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05388. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

**The Race, Société Anonyme,
(anc. Isle sur Sorgue S.A.).**

Siège social: L-1250 Luxembourg, 101, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 118.524.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2008.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2008134735/2266/17.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06165. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Nacofi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 63.468.

—
Constituée par-devant M^e Frank MOLITOR, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg) et maintenant à Dudelange (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 4 mars 1998, acte publié au Mémorial C n° 402 du 4 juin 1998, modifiée pour la dernière fois par acte sous seing privé, en date du 16 novembre 2001, acte publié au Mémorial C n° 766 du 21 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NACOFI S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008134760/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06413. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Albra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9764 Marnach, 9, Marbuengerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 103.934.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
ALBRA SA
Signature

Référence de publication: 2008134081/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 21 octobre 2008, réf. DSO-CV00212. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080157240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Oronat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 109, Wäistrooss.
R.C.S. Luxembourg B 115.565.

Extrait du p.v. de l'assemblée générale extraordinaire du 20 octobre 2008

Dudelange, l'an deux mille huit, le vingt octobre.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ORONAT S.A.»

L'assemblée des actionnaires décide de révoquer les administrateurs: Jérôme FONTAINE, Hugues FONTAINE, HEXAGONE INVEST S.A., Delphine FONTAINE, MEGAPOLIS INTERNATIONAL S.A. de la société et de nommer en remplacement des administrateurs révoqués:

1. Monsieur Hugues FONTAINE, gérant de société, né à Fondettes (France) le 1^{er} février 1948, demeurant à Essaouira «Douar El Ghazoua» (Maroc);
2. Monsieur Richard MONIN, gérant de société, né à Tours (France) le 16 avril 1952, demeurant «le Lochereau» ESVRES sur INDRE (France);
3. La société anonyme «HEXAGONE INVEST S.A.» ayant son siège social à L-5534 Remich, 23, rue Foascht, RCS Luxembourg section B numéro 63128;
4. L'assemblée donne pouvoir au conseil d'administration de déléguer les pouvoirs de la gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Monsieur Hugues FONTAINE, préqualifié.

Réunion du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration nomment Mr. Hugues FONTAINE, préqualifié, aux fonctions d'administrateur délégué, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature individuelle.

Hugues FONTAINE
Le Président

Référence de publication: 2008133665/8822/28.

Enregistré à Luxembourg, le 21 octobre 2008, réf. LSO-CV06065. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Material Economy & Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 96.689.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 24/10/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008134079/800299/12.

Enregistré à Diekirch, le 22 octobre 2008, réf. DSO-CV00222. - Reçu 101,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080156965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Etude Tuyauterie Industrielle Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 75.711.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Perform & Services SA

59, Grand'Rue, L-3394 ROESER

Signatures

Référence de publication: 2008134096/814/14.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12648. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Etude Tuyauterie Industrielle Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 75.711.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Perform & Services SA

59, Grand'Rue, L-3394 ROESER

Signatures

Référence de publication: 2008134103/814/14.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12658. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

L'Armathan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 81.950.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008134148/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05428. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Distrikit S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 47.041.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2008134150/506/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05427. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Moeller Electric S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 9.145.

Im Jahre zweitausendacht, den neunten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar Léon Thomas genannt Tom METZLER, mit dem Amtssitze in Luxemburg,

hat sich die ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft "MOELLER ELECTRIC S.A.", mit Gesellschaftssitz in L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert, eingefunden.

Die Gesellschaft wurde gegründet unter der Bezeichnung "KLÖCKNER-MOELLER LUXEMBOURG S.A.", gemäss Urkunde aufgenommen durch den damals zu Luxemburg residierenden Notar Hyacinthe Glaesener, am 22. Juli 1970, veröffentlicht im Memorial, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 180 vom 26. Oktober 1970. Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den vorbenannten Notar Hyacinthe Glaesener, am 29. Oktober 1976, veröffentlicht im Memorial C Nummer 289 vom 23. Dezember 1976, gemäß Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 13. Oktober 1989, veröffentlicht im Memorial C Nummer 84 vom 17. März 1990, gemäß Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 21. Oktober 1998, veröffentlicht im Memorial C Nummer 11 vom 8. Januar 1999, gemäß Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 9. April 1999, veröffentlicht im Memorial C Nummer 517 vom 7. Juli 1999, diese Urkunde enthaltend unter anderem die Abänderung in ihre jetzige Namensbezeichnung und gemäß Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 11. Oktober 2005, veröffentlicht im Memorial C, Nummer 226 vom 1. Februar 2006.

Die Gesellschaft ist eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Sektion B und der Nummer 9.145.

Vorstand

Die Tagung wird um 10.00 Uhr, unter dem Vorsitz von Herrn Martijn KAMPHUIS, Gesellschaftsverwalter, wohnhaft in NL-6666 Heteren, 18, Kerklaan, eröffnet.

Der Vorsitzende bestimmt zum Sekretär Herrn Christophe HOELTGEN, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

Die Generalversammlung bestellt zum Stimmzähler Herrn Nicolas PRETEMER, Gesellschaftsdirektor, wohnhaft in L-8279 Holzem, 24, rue du Moulin.

Zusammensetzung der Versammlung

Die bei der gegenwärtigen Generalversammlung anwesenden Aktionäre sowie die Anzahl der ihnen gehörenden Aktien wurden auf einer von den anwesenden Aktionären unterschriebenen Anwesenheitsliste aufgeführt, und auf welche, von dem Vorstand angefertigte Liste, die Mitglieder der Versammlung erklären sich zu berufen.

Die genannte Anwesenheitsliste, nachdem sie von dem Vorstand und dem amtierenden Notar "ne varietur" gezeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde, zusammen mit den aufgeführten Vollmachten, als Anlage beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden.

Erklärung des Vorsitzenden

Der Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar dieselben zu beurkunden und zwar:

I.- Die gegenwärtige Generalversammlung hat sich mit der folgenden Tagesordnung zu befassen:

Tagesordnung:

1.- Abänderung des Geschäftsjahres vom 1. Januar bis zum 31. Dezember;

2.- Abänderung von Artikel 17 der Satzung der Gesellschaft, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

"Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endigt am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres."

3.- Abänderung des Datums der jährlichen ordentlichen Generalversammlung vom 15. Oktober auf den 20. März.

4.- Abänderung von Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

"Die jährliche ordentliche Generalversammlung findet statt am 20. im Monat März um 10 Uhr morgens, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einberufung vorgesehenen Ort, innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg. Sollte der Tag der Versammlung auf einen gesetzlichen Feiertag fallen, so wird dieselbe auf den nächstfolgenden Werktag verlegt."

II.- Das Gesellschaftskapital ist zur Zeit in hundert (100) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass sämtliche hundert (100) Aktien anwesend sind. Die Versammlung kann somit rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen, ohne dass es erfordert ist, Rechenschaft über die Form der Einberufungen abzugeben.

Feststellung der Gültigkeit der Generalversammlung

Die vom Vorsitzenden abgegebenen Erklärungen wurden von dem Stimmzähler überprüft und von der Generalversammlung für richtig befunden. Die Generalversammlung bekennt sich als rechtmäßig einberufen und fähig, rechtsgültig über die vorliegenden Punkte der Tagesordnung zu beraten.

Beschlüsse

Nach vorangehender Beratung hat die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt dass das Geschäftsjahr der Gesellschaft in Zukunft vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres läuft.

Zweiter Beschluss

Um dem vorhergehenden Beschluss Rechnung zu tragen, beschließt die Versammlung Artikel 17 der Satzung der Gesellschaft, abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

"Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres."

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt das Datum der jährlichen ordentlichen Generalversammlung vom 15. Oktober auf den 20. März abzuändern.

Vierter Beschluss

Um dem vorhergehenden Beschluss Rechnung zu tragen, beschließt die Versammlung Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft, abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

"Die jährliche ordentliche Generalversammlung findet statt am 20. im Monat März um 10 Uhr morgens, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einberufung vorgesehenen Ort, innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg. Sollte der Tag der Versammlung auf einen gesetzlichen Feiertag fallen, so wird dieselbe auf den nächstfolgenden Werktag verlegt."

Abschluss

Da die Tagesordnung erschöpft ist und keiner der Anwesenden das Wort erbittet, schließt der Vorsitzende die Versammlung.

Kosten

Die Kosten, Auslagen und Gebühren die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde erwachsen, werden auf den Betrag von eintausend Euro (EUR 1.000.-) abgeschätzt.

Worüber Protokoll, geschehen und aufgenommen am Datum wie eingangs erwähnt, zu Luxemburg-Bonneweg, in der Amtsstube.

Und nach Vorlesung und Erläuterung alles Vorstehenden in einer ihnen kundigen Sprache an die Mitglieder der Generalversammlung, haben die Vorstandsmitglieder, welche dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, gegenwärtiges Protokoll mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Martijn KAMPHUIS, Christophe HOELTGEN, Nicolas PRETEMER, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 octobre 2008, Relation: LAC/2008/41256. — Reçu € 12.- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT, auf stempelfreies Papier dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Luxemburg-Bonneweg, den 20. Oktober 2008.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2008133440/222/95.

(080155841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Immoval Sainte Croix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

R.C.S. Luxembourg B 97.188.

L'an deux mille huit, le huit octobre.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "IMMOVAL SAINTE CROIX S.A.", avec siège social à L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, le 26 novembre 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1368 du 24 décembre 2003,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 97.188.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures et est présidée par Monsieur Christophe HOELTGEN, employé privé, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Sylvie SCHEER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Franck ROUAYROUX, administrateur de sociétés, demeurant à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

Composition de l'assemblée

Les noms des actionnaires présents ou représentés, et des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant,

restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé de Monsieur le Président

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

1. Transfert du siège social de L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen;
2. Modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Hesperange."

II.- Il apparaît de la liste de présence que toutes les mille (1.000) actions d'une valeur nominale de soixante-dix euros (EUR 70.-), représentant l'intégralité du capital social de soixante-dix mille euros (EUR 70.000.-) sont présentes ou représentées.

L'assemblée peut donc délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour, sans qu'il soit besoin de justifier de l'accomplissement des formalités relatives aux convocations.

Constatation de la validité de l'assemblée

L'exposé de Monsieur le Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les points à l'ordre du jour.

Résolutions

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Hesperange."

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président a clôturé l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société suite aux résolutions prises à la présente assemblée, est évalué approximativement à six cents euros (EUR 600.-).

DONT PROCES-VERBAL, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie.

Et après lecture et interprétation de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé le présent procès-verbal avec Nous Notaire.

Signé: Christophe HOELTGEN, Sylvie SCHEER, Franck ROUAYROUX, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2008, Relation: LAC/2008/41033. — Reçu € 12.- (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 20 octobre 2008.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2008133443/222/67.

(080155981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Meyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues.

R.C.S. Luxembourg B 43.564.

L'an deux mille huit, le vingt-neuf septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "MEYERS S.A." (la "Société"), ayant son siège social à L-6235 Beidweiler, 6, route de Grevenmacher, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 43564, constituée originellement sous forme d'une société à responsabilité limitée dénommée "MEYERS S.à r.l.", suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 mars 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 309 du 29 juin 1993,

dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 mars 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 334 du 12 septembre 1994,

et dont la devise d'expression du capital social de la Société a été convertie du franc luxembourgeois en euro par une décision de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 20 décembre 2001, l'extrait afférent ayant été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 691 du 4 mai 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Mireille MEYERS,

employée privée, demeurant à Gonderange.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Roland MEYERS, nettoyeur de bâtiments, demeurant à Reuland.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Roland MEYERS, préqualifié.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Beidweiler à L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues, Zone Industrielle, et modification afférente de les 2^{ème} et 3^{ème} phrases de l'article 1^{er} des statuts.

2. Nominations statutaires.

3. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Beidweiler à L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues, Zone Industrielle, et de modifier en conséquence les 2^{ème} et 3^{ème} phrases de l'article 1^{er} des statuts afin de leur donner les teneurs suivantes:

" **Art. 1^{er} . (2^{ème} et 3^{ème} phrases).** Le siège social est établi à Senningerberg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires."

Deuxième résolution

L'assemblée constate que les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes sont venus à échéance, leur accorde pour autant que de besoin, par vote spécial, décharge pleine et entière pour l'exécution de leurs mandats et décide de reconduire lesdits mandats, lesquels prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2014.

128323

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la Société en raison des présentes s'élève approximativement à sept cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: MEYERS - MEYERS - J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 7 octobre 2008, Relation GRE/2008/3962. — Reçu Douze euros 12,-€.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 15 octobre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008133446/231/67.

(080155926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Olkyrent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

R.C.S. Luxembourg B 96.646.

L'an deux mil huit, le huit octobre.

Par devant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "OLKYRENT S.A.", avec siège social à L-1898 Kockelscheuer, 3, rue Um Haff, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, le 24 octobre 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1243 du 25 novembre 2003, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Paul Bettingen, en date du 7 juin 2005, publié au Mémorial C, numéro 1113 du 28 octobre 2005,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 96.646.

L'assemblée est ouverte à 10.30 heures et est présidée par Monsieur Christophe HOELTGEN, employé privé, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

Le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Sylvie SCHEER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Franck ROUAYROUX, administrateur de sociétés, demeurant à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

Composition de l'assemblée

Les noms des actionnaires présents ou représentés, et des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé de Monsieur le Président

Monsieur le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

1. Transfert du siège social de L-1898 Kockelscheuer, 3, rue Um Haff à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen;
2. Modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Hesperange."

II.- Il apparaît de la liste de présence que toutes les mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (EUR 31.-), représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000.-) sont présentes ou représentées.

L'assemblée peut donc délibérer valablement sur les points à l'ordre du jour, sans qu'il soit besoin de justifier de l'accomplissement des formalités relatives aux convocations.

128324

Constatation de la validité de l'assemblée

L'exposé de Monsieur le Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les points à l'ordre du jour.

Résolutions

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, elle prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-1898 Kockelscheuer, 3, rue Um Haff à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Hesperange."

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président a clôturé l'assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société suite aux résolutions prises à la présente assemblée, est évalué approximativement à six cents euros (EUR 600.-).

DONT PROCES-VERBAL, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie.

Et après lecture et interprétation de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé le présent procès-verbal avec Nous Notaire.

Signé: Christophe HOELTGEN, Sylvie SCHEER, Franck ROUAYROUX, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41049. - Reçu 12 € (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 20 octobre 2008.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2008133442/222/68.

(080155977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Maintenance Tuyauteries Industrielles Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.536.

Le bilan au 31 décembre 2001 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008134121/814/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12621. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Reech AiM Group, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.129.

L'an deux mille huit, le vingt-huit août, à 14 heures

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Reech AiM Group", ayant son siège social au 400, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, constituée suivant acte reçu le 5 avril 2006, publié au Mémorial C numéro 1314 du 7 juillet 2006, et modifié à plusieurs reprises.

L'assemblée est présidée par Monsieur Christophe Reech, Président du conseil d'administration, demeurant à Londres, Royaume-Uni.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Elvire Denamur, employée privée demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur David Burbi, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président prie le notaire d'acter que:

I.- L'intégralité des actions étant nominatives, les convocations ont été effectuées par l'envoi de lettre recommandées adressées huit jours avant l'assemblée à l'ensemble des actionnaires inscrits sur le registre des actionnaires en conformité avec l'article 70 de la loi du 10 août 1915.

II.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

III.- Il ressort de la liste de présence que 58.562 (cinquante-huit mille cinq cent soixante-deux) actions sur les 73.474 (soixante-treize mille quatre cent soixante quatorze) représentant le capital social sont présentes ou représentées à la présente assemblée soit environ 79,70% du capital social. Le quorum de la moitié au moins du capital tel que requis à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 étant atteint, l'assemblée générale extraordinaire est dûment constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour tel que communiqué par voie de convocation.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant en accord avec les avis de convocation:

Ordre du jour:

1. Conversion des 2 100 actions numérotées N ° 49 901 à 52 000 de «classe A» en actions de «classe C»;
2. Conversion des 920 actions numérotées N ° 72 555 à 73 474 de «classe C» en actions de «classe A»;
3. Augmentation et rééquilibrage du capital autorisé;
4. Renouvellement de l'autorisation du capital autorisé;
5. Modification de l'article 6 portant sur le capital autorisé;
6. Refonte de l'article 5 portant sur le capital social;
7. Modification de l'article 12 des statuts concernant la tenue de l'assemblée générale annuelle;
8. Corrections formelles de la version française des statuts notamment par réintroduction de l'article 7 et renumérotation des articles suivants;
9. Ajout d'un article 22 concernant la version linguistique prépondérante en cas de divergences d'interprétation des dispositions statutaires;
10. Refonte de la version anglaise des statuts;
11. Divers.

Ces faits exposés étant reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

1. Première résolution: conversion d'actions de «classe A» en actions de «classe C»

L'assemblée décide à l'unanimité de convertir les 2 100 actions de «classe A» numérotées 49 901 à 52 000 en 2 100 actions de «classe C» avec effet rétroactif au 30 mai 2008, date effective de la convention d'actionnaires («effective date of the shareholders' agreement») portant, entre autres choses, sur le transfert desdites actions. Il est, en outre, convenu que lesdites actions - après leur conversion - conservent la même numérotation.

2. Seconde résolution: Conversion d'actions de «classe C» en actions de «classe A»

L'assemblée décide à l'unanimité de convertir les 920 actions de «classe C» numérotées 72 555 à 73 474 en 920 actions de «classe A», lesdites actions conservant la même numérotation.

3. Troisième résolution: augmentation et rééquilibrage du capital autorisé

	Actions autorisées	Valeur nominale €	Capital autorisé €
Actions de classe A	66 667	1.25	83 333.75
Actions de classe B	18 333	1.25	22 916.25
Actions de classe C	14 000	1.25	17 500.00
Actions de classe D	1 000	1.25	1 250.00
Total	100 000	1.25	125 000.00

L'assemblée décide à l'unanimité de procéder à l'augmentation des limites et au rééquilibrage au sein des classes d'actions du capital autorisé prévu à l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Cette résolution unanime de l'assemblée ratifie en outre les rééquilibrages entre classes d'actions précédemment opérées par le conseil d'administration dans les limites du capital autorisé.

4. Quatrième résolution: renouvellement de l'autorisation du capital autorisé

L'assemblée décide - comme l'y autorise l'article 32 (5) de la loi coordonnées du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales de renouveler l'autorisation accordée au conseil d'administration d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, à concurrence des limites susvisées.

L'autorisation est ainsi renouvelée pour une période de 5 ans à compter de la tenue de la présente modification des statuts soit jusqu'au 28 août 2013.

5. Cinquième résolution: modification de l'article 6 portant sur le capital autorisé

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 6 des statuts portant sur le capital autorisé notamment afin que celui-ci reflète les modifications résultant des résolutions qui précèdent.

« **Art. 6.** Le capital autorisé s'élève à EUR 125 000,- (cent vingt cinq mille euros) représenté par 100 000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,25 (un euro et vingt cinq centimes) chacune subdivisées en quatre classes d'actions comme suit:

	Actions autorisées	Valeur nominale €	Capital autorisé €
Actions de classe A	66 667	1.25	83 333.75
Actions de classe B	18 333	1.25	22 916.25
Actions de classe C	14 000	1.25	17 500.00
Actions de classe D	1 000	1.25	1 250.00
Total	100 000	1.25	125 000.00

Le capital autorisé et le capital social souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin de 28 août 2013, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou par conversion d'obligations et autres exercices d'options.

Lorsque l'augmentation de capital est faite en vertu de l'autorisation prévue à l'article 32 de la loi de 1915 - c'est-à-dire par utilisation du capital autorisé - celle-ci est constatée par un acte notarié, dressé à la requête du conseil d'administration sur présentation des documents justificatifs des souscriptions et des versements. L'acte notarié doit être dressé dans le mois de la clôture des souscriptions.»

6. Sixième résolution: Refonte de l'article 5 portant sur le capital social

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 5 des statuts portant sur le capital social afin de rendre la formulation de celui-ci plus lisible et cohérente par rapport à la formulation de l'article 6 sur le capital autorisé.

« **Art. 5.** Le capital social de la société s'élève à EUR 91 842,50 (quatre vingt onze mille huit cent quarante deux euros et cinquante centimes), représenté par 73 474 (soixante treize mille quatre cent soixante quatorze) actions d'une valeur nominale de EUR 1,25 (un euro et vingt cinq centimes) chacune subdivisée en quatre classes d'actions comme suit:

	Actions émises	Valeur nominale €	Capital social €
Actions de classe A	50 820	1.25	63 525.00
Actions de classe B	13 704	1.25	17 130.00
Actions de classe C	8.950	1.25	11 187.50
Actions de classe D	0	1.25	0.00
Total	73 474	1.25	91 842.50

Les actions des quatre classes sont désignées ensemble par le terme «Actions» ou prises individuellement par celui de «Action».

Les actions de classe A - également désignées par «les actions de fondateurs» -sont toujours au moins égales aux deux tiers du nombre total des Actions de la société tant émises qu'autorisées.

Les actions de classe B sont également désignées par «les actions ordinaires», celle de classe C par les «actions rachetables» et celles de classe D par les «actions privilégiées».

Les Actions de Classe A, B et C confèrent un droit de vote identique lors de la prise de décisions ordinaires ou extraordinaires.

Les Actions de Classe D sont sans droit de vote.

Les Actions sont exclusivement nominatives sans possibilité de les convertir au porteur. Les Actions sont matérialisées par l'émission de certificats d'inscription nominative représentatifs d'une ou de plusieurs actions et font l'objet d'une inscription sur le registre des actions nominatives conformément aux articles 39 et 40 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. En cas de divergence entre les certificats d'inscription nominative et le registre des actions nominatives, seul ce dernier fait foi.

La société ne reconnaît qu'un titulaire par action. Si l'action appartient à plusieurs personnes ou si elle est grevée d'un usufruit ou d'un gage, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, titulaire de ces droits.»

7. Septième résolution: modification de l'article 12 des statuts concernant la tenue de l'assemblée générale annuelle

L'assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 12 des statuts (article 13 après renumérotation) concernant la date et les modalités de tenue de l'assemblée générale annuelle.

« **Art. 12.** L'assemblée générale annuelle se réunit - sous seing privé - le dernier jour ouvrable du mois de juin à 14 heures dans la commune de Luxembourg au lieu désigné dans les convocations.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites - lorsque toutes les actions sont nominatives - par l'envoi de lettres recommandées aux actionnaires en noms huit jours avant l'assemblée.

L'assemblée générale extraordinaire se réunit devant notaire et peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions à condition que la moitié au moins du capital soit représentée. Néanmoins, le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires. Si le quorum de présence n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée peut être convoquée dans les formes statutaires. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les assemblées générales extraordinaires, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les assemblées générales ordinaires (en ce inclus l'assemblée générale annuelle) dont l'objet ne consiste pas à modifier les statuts sont également convoquées par l'envoi de lettres recommandées aux actionnaires en nom huit jours avant l'assemblée. Ces assemblées sont tenues sous seing privée sans qu'aucun quorum de présence ne soit requis pour qu'elles soient valablement constituées. Dans les assemblées générales ordinaires, les résolutions, pour être valables, devront recueillir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.»

8. Huitième résolution: Corrections formelles de la version française des statuts notamment par réintroduction de l'article 7 et renumérotation des articles suivants

Le Président note que suite aux multiples modifications statutaires intervenues depuis la constitution de la Société le 5 avril 2006, des incohérences, imprécisions et autres omissions formelles se sont glissées dans les statuts. Sur base de ce constat, le Président propose à l'Assemblée d'approuver les modifications suivantes:

8.1 Réintroduction de l'article 7 des statuts et renumérotation des articles suivants

Le Président propose à l'Assemblée la réintroduction de l'ancien article 6 des statuts relatif à la mutation d'actions renuméroté article 7 suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juin 2006 (Mémorial C - N° 1782 du 23 septembre 2006) et ne figurant plus dans la version coordonnée des statuts tels que déposée au Registre de Commerce et des Sociétés. A cette occasion, quelques modifications y sont ajoutées. Par ailleurs, tous les articles figurant dans l'actuelle version coordonnée des statuts telle que déposée au R.C.S. et numérotées de 7 à 20 sont - en conséquence - renumérotés de 8 à 21 de telle sorte qu'aucun article n'est supprimé.

« **Art. 7.** Les mutations d'actions ne seront pas considérées comme valables et opposables si elles n'ont pas été réalisées dans le strict respect des conditions fixées au présent article:

(a) La mutation d'actions de classe A est libre entre fondateurs. En revanche, la mutation d'actions de Classe A dont le(s) bénéficiaire(s) est (sont) une (des) personne(s) non fondateurs(s), est soumise aux conditions suivantes: le fondateur (ou ses ayants-droit) désirant céder une ou plusieurs de ses Actions de Classe A (ci-après "le fondateur cédant") doit notifier son intention au Conseil d'administration et à tous les autres fondateurs par une lettre recommandée (ci-après la "Notification") précisant le nombre d'actions à céder et l'identité du ou des cessionnaires proposés.

(b) La mutation d'actions de classe B, C et D dont le(s) bénéficiaire(s) est (sont) une (des) personne(s) non actionnaire (s), est soumise aux conditions suivantes: l'actionnaire (ou ses ayants-droit) désirant céder une ou plusieurs de ses Actions de Classe B, C et D (ci-après "l'actionnaire cédant") doit notifier son intention au Conseil d'administration par une lettre recommandée (ci-après la "Notification") précisant le nombre d'actions à céder et l'identité du ou des cessionnaires proposés.

Les actionnaires de classe A ont un droit de préemption pour le rachat des actions dont la cession est proposée. Ce droit de préemption peut être exercé par chaque actionnaire de classe A sur l'ensemble des actions que l'Actionnaire cédant présente à la cession.

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la Notification, l'actionnaire de classe A qui entend exercer son droit de préemption doit en informer l'Actionnaire cédant et le Conseil d'administration par lettre recommandée en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir. A défaut, il est déchu de son droit de préemption.

Dans le cas où plusieurs actionnaires de classe A souhaitent exercer leur droit de préemption, le nombre d'actions qu'ils peuvent acquérir chacun est réduit proportionnellement à la part du capital qu'ils représentent les uns par rapport

aux autres. En aucun cas, les actions ne sont fractionnées; si le nombre des actions n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lequel s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par tirage au sort sous la responsabilité et la supervision du Conseil d'administration.

En cas d'exercice du droit de préemption par un ou plusieurs actionnaires de classe A, le prix de la cession est fixé, par action, à la valeur nette comptable de l'action au moment de la cession, et ce quel que soit le prix offert par des tiers. A défaut d'accord des parties sur le prix de la cession ainsi défini, celui-ci sera déterminé par un expert indépendant désigné par le Conseil d'administration et aux frais de la société. Le prix déterminé par l'expert liera toutes les parties.

Au plus tôt à l'expiration du délai d'un mois visé au paragraphe précédent, mais au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la Notification, et dans le cas où les actions dont la cession est proposée ne sont pas acquises en tout ou en partie par les actionnaires de classe A, le Conseil d'administration peut, pour la cession des actions qu'il reste à céder:

- soit, agréer le ou les cessionnaires qui lui ont été présentés dans la Notification par l'actionnaire cédant,
- soit, désigner un ou plusieurs autres candidats cessionnaires pour autant que ceux-ci offrent un prix par action qui ne soit pas inférieur à la valeur nette comptable de l'action ou au prix déterminé par un expert indépendant nommé par le Conseil d'administration aux frais de la société, et ce quel que soit le prix offert par des tiers.

Dans ce dernier cas, l'Actionnaire cédant peut céder ses actions aux candidats cessionnaires désignés par le Conseil d'administration.

Le défaut du Conseil d'administration de présenter un ou plusieurs candidats dans le délai qui lui est imparti aura pour conséquence d'autoriser l'Actionnaire cédant à céder librement ses actions au(x) cessionnaire(s) indiqué(s) dans la Notification.

Nonobstant les dispositions des paragraphes qui précèdent, un actionnaire (ou ayant-droit) peut, à tout moment, céder ses actions à toute personne pour autant qu'il ait recueilli préalablement l'accord écrit du Conseil d'administration ou de tous les autres actionnaires de la Société.»

8.2 Modification de l'article 11 des statuts (article 10 avant renumérotation) afin d'ajouter un dernier paragraphe

Le Président propose à l'Assemblée de réintroduire le dernier paragraphe de l'article 11 des statuts (article 10 avant renumérotation) en relation avec la rémunération des administrateurs tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 juin 2006 (Mémorial C - N ° 1782 du 23 septembre 2006) et ne figurant plus dans les statuts coordonnés tels que déposés au Registre de Commerce et des Sociétés.

« Art. 11. (...)»

Le mandat des administrateurs est presté à titre onéreux suivant des modalités arrêtées par l'Assemblée Générale suivant recommandation du Conseil d'Administration.»

8.3 Autres corrections formelles de la version française des statuts

Constatant qu'il subsiste des incohérences, imprécisions et autres omissions formelles dans la version française des statuts, le Président propose à l'Assemblée les modifications suivantes:

(i) Substitution de la référence à «sociétés de participations financières» par «holding» dans la dernière phrase du 1^{er} paragraphe de l'article 4 des statuts;

(ii) Substitution de la référence à «les actionnaires» par «le Conseil d'administration» dans l'avant-dernière phrase du dernier paragraphe de l'article 8 des statuts;

(iii) Correction formelle du premier paragraphe de l'article 9 des statuts comme suit: «Les droits et obligations conférés aux actions de Classe D («Actions Privilégiées») sont régis par les présents statuts et les articles 44, 45 et 46 de la loi modifiée du 10 août 1915. (...)»

(iv) Correction formelle et césure du second paragraphe de l'article 11 des statuts comme suit: «(...) Le Conseil d'administration peut désigner son Président. En cas d'absence du Président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs peut être donné soit par écrit, par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou tout autre moyen de télécommunication. (...)»

(v) Correction formelle de la première phrase de l'article 14 des statuts comme suit: «Les convocations pour les assemblées générales sont faites en conformité avec les statuts et avec les dispositions légales.»

(vi) Correction formelle de la dernière phrase de l'article 14 des statuts comme suit: «(...) Chaque action donne droit à une voix sauf disposition contraire de la loi ou des statuts.»

(vii) Correction formelle de l'article 15 des statuts comme suit: «Chaque Action de classe D (« Actions Privilégiées ») aura toutefois un droit de vote limité. Les actions de classe D ne seront admises au vote que dès lors que l'Assemblée Générale est appelée à se prononcer sur (i) la modification des droits qui leurs sont attachés, (ii) l'émission de nouvelles Actions de Classe D jouissant de droits privilégiés, (iii) la fixation du dividende privilégié récupérable attaché aux Actions de Classe D, (iv) la conversion d'Actions de Classe D en actions d'une autre catégorie, (v) la réduction du capital social de la société, (vi) la modification de son objet social, (vii) l'émission d'obligations convertibles, (viii) la dissolution anticipée, (ix) la prorogation du terme de la Société, (x) la transformation en une société d'une autre forme juridique, (xi) le

changement de nationalité de la Société, (xii) l'apport de l'universalité du patrimoine social et (xiii) toutes opération de fusion ou de scission. Dans tous les autres cas de figure, les Actions de Classe D ne seront pas admises au vote.».

9. Neuvième résolution: ajout d'un article 22 concernant la version linguistique prépondérante en cas de divergences d'interprétation des dispositions statutaires

L'assemblée décide à l'unanimité d'ajouter un article 22 dans les statuts afin de préciser le choix d'une version linguistique prépondérante en cas de divergences d'interprétation des dispositions statutaires.

« **Art. 22.** En cas de divergence entre la version française, d'une part, et la version anglaise, d'autre part, les parties stipulent que seule la version française fera foi.»

10. Dixième résolution: refonte de la version anglaise des statuts

L'assemblée décide à l'unanimité de refondre la version anglaise des statuts afin de mettre celle-ci en concordance avec la version française des statuts telle que modifiée par les résolutions qui précèdent et de corriger certaines incohérences, imprécisions et autres omissions résultant de traductions et de modifications antérieures.

"Articles of association

Name, duration, registered office, purpose

Art. 1. There is hereby established among the persons present and all those who may become owners of shares hereafter issued, a "société anonyme" under Luxembourg Law, named "Reech AIM Group".

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. It may be dissolved at any time by a decision of the shareholders deliberating according to the manner required for an amendment of the articles of association.

Art. 3. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders, passed in the manner required for an amendment of the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by a decision of the board of directors.

The Company may have offices and branches in Luxembourg as well as abroad.

In the event that extraordinary events of a military, political, economic, or social nature were to prevent the carrying out of the normal activities of the Company at its registered office, or if such events were imminent, the registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad upon a decision of the board of directors, until the cessation of such events.

Art. 4. The purpose of the Company is to act as a trading and holding company ("société de participations financières - SOPARFI"). It may take stakes through participation in any form in all commercial, industrial, financial, or other enterprises, in Luxembourg or abroad, the acquisition of all securities and rights by way of participation, contribution, subscription, direct underwriting or purchase option, negotiation, and otherwise, the granting to enterprises, in which the Company holds a stake, of all assistance, loans, advances, or guarantees, the borrowing and guaranteeing by any means of reimbursement of the amount borrowed, finally the carrying out of all and any activities which are directly or indirectly attached to its purpose without, however, being regulated by the law of July 31, 1929 on holding companies.

The Company may perform all transactions of a commercial, technical, and financial nature, which are directly related to the corporate purpose mentioned above, or which positively influence its realization or its development.

Share capital, shares

Art. 5. The share capital of the Company amounts to EUR 91,842.50 (ninety one thousand eight hundred and forty two euros and fifty cents) represented by

	Shares issued	Par value €	Share capital €
Class A Shares	50,820	1.25	63,525.00
Class B Shares	13,704	1.25	17,130.00
Class C Shares	8,950	1.25	11,187.50
Class D Shares	0	1.25	0.00
Total	73,474	1.25	91,842.50

73,474 (seventy three thousand four hundred and seventy four) shares with a par value of EUR 1.25 (one euro and twenty-five cent) each subdivided into four classes of shares as follows:

The shares of the four classes are, together, referred to as "Shares" or, individually, by the term "Share".

Class A Shares - also designated as "Founders' Shares" - are always at least equal to two thirds of the total number of Shares of the company either issued or authorized.

Class B Shares are also designated as "ordinary shares", Class C shares as "redeemable shares" and Class D as "preferred shares".

Class A, B and C Shares confer a uniform voting right both for ordinary and extraordinary decision-making.

Class D Shares are without voting rights.

Shares have exclusively the form of registered shares; they may not be converted into bearer shares. Shares are materialized through issuance of certificates of registered shares representing one or more shares and are subject to a registration in the shareholders' register in accordance with articles 39 and 40 of the amended law of 10 August 1915 concerning commercial companies. In the event of discrepancy between the certificates of registered shares and the shareholders' register, the latter shall prevail.

The Company will recognize only one owner per share. In the case of a share belonging to several persons, or if it is burdened by usufruct or pledge, the Company is able to suspend the exercise of the attached rights until one person only has been appointed as being the owner of these rights in relation to the Company.

Art. 6. The authorized capital amounts to EUR 125,000.- (one hundred and twenty five thousand euro) represented by 100,000 (one hundred thousand) shares with a par value of EUR 1.25 (one euro and twenty five cents) each subdivided into four classes of shares as follows:

Both the authorized capital and the subscribed share capital of the Company may be increased or decreased by decision of the general meeting of shareholders passed in the manner required for an amendment of the Articles of Association.

The Board of Directors is moreover authorized, for a period of five years ending on

	Authorized Shares	Par value €	Authorized Capital €
Class A Shares	66,667	1.25	83,333.75
Class B Shares	18,333	1.25	22,916.25
Class C Shares	14,000	1.25	17,500.00
Class D Shares	1,000	1.25	1,250.00
Total	100,000	1.25	125,000.00

28 August 2013, to increase in one or more time the subscribed share capital within the limits of the authorized capital through the issuance of new shares. Such capital increases may be subscribed with or without share premium, to be paid up in cash, in kind or through set off against claims which are certain, liquid and immediately claimable by the Company, or even through the incorporation of profits brought forward, of available reserves or of share premiums, or yet again through the conversion of bonds or exercise of stock options.

When the share capital increase is effected pursuant the authorization provided for in article 32 of the Law of 1915 - i.e. through the use of the authorized capital - such increase shall be recorded in a notarial instrument prepared at the request of the Board of directors against presentation of documents proving the subscriptions and payments. The notarial instrument must be drawn-up within one month from the end of the subscription period.

Art. 7. Transfers of shares shall not be considered as valid and enforceable against the Company if there are not realized within the strict respect of the condition laid down in this article.

(a) The transfer of Class A Shares is unrestricted between founders. In return, the transfer of Class A Shares of which the beneficiary/beneficiaries is/are not founder(s), is subject to the following conditions: the founder (or his beneficiaries) who wishes to transfer one or several of his Class A Shares (hereafter the "transferring founder") must notify the Board of Directors, as well as all other founders, of his intent by registered letter (hereafter the "Notification"), specifying the number of shares to be transferred and the identity of the proposed transferee(s).

(b) The transfer of Class B, C and D shares, whose beneficiary/beneficiaries is/are a/several person(s), non-shareholder (s), is subject to the following conditions: the shareholder (or his beneficiaries) who wishes to transfer one or several of his Class B, C or D Shares (hereafter the "transferring shareholder") must notify the Board of Directors of his intent by registered letter (hereafter the "Notification"), specifying the number of shares to be transferred and the identity of the proposed transferee or transferees.

Class A shareholders have a pre-emption right for the redemption of the shares proposed for the transfer. This pre-emption right may be carried out by each Class A shareholder for the total of the shares which the transferring shareholder is transferring.

Within one month as from the receipt of the Notification, the Class A shareholder who intends to exercise his pre-emption right must inform the transferring shareholder and the Board of directors by registered letter of his intention, indicating the number of shares he wishes to acquire. If he fails to do so, his pre-emption right is forfeited.

In case where several Class A shareholders wish to exercise their pre-emption right, the number of shares each one of them may purchase is reduced pro-rata to the proportion of the capital they represent in relation to the other shareholders. In no case shall the shares be split; if the number of shares is not exactly proportional to the number of the shares for which the pre-emption right is exercised, the surplus of the shares will, failing an agreement, be allocated by random selection under the responsibility and supervision of the Board of Directors.

In the event of the pre-emption right being exercised by one or several Class A shareholders, the price of the transfer is set per share at the net book value of the share at the time of the transfer, whatever the price offered by third parties may be. Failing an agreement between the parties regarding the price of the transfer thus defined, the price shall be determined by an independent expert appointed by the Board of Directors and at the cost of the Company. The price determined by the expert shall bind all the parties.

At the earliest after expiration of the one month-period mentioned in the paragraph above, but at the latest within a 3 month-period as from the receipt of the Notification, and in case the shares proposed for transfer have not been purchased totally or partially by the Class A shareholders, the Board of directors may, for the transfer of the shares not yet allocated:

- either accept the transferee or transferees indicated to it in the Notification of the transferring shareholder,
- or designate one or several other transferee candidates insofar as these offer a price per share which is not below the net book value of the share or the price determined by an independent expert appointed by the Board of Directors at the cost of the Company, and whatever the price offered by third parties may be.

In this latter case, the transferring shareholders may transfer his shares to the transferee candidates designated by the Board of Directors

The failure by the Board of Directors to present one or several candidates within the time period granted to it shall consequently authorize the transferring shareholder to transfer without restrictions his shares to the transferee(s) indicated in the Notification.

Notwithstanding the provisions of the foregoing paragraphs, a shareholder (or beneficiary) may at any time transfer his shares to any person insofar as he has received the written agreement of the Board of Directors or of all the other shareholders of the Company beforehand.

Art. 8. In accordance with the legal provisions, the Company may proceed to repurchase its own Class A, Class B and Class D Shares.

Moreover, it may redeem its Class C Shares upon a decision of the Board of Directors which designates the transferring shareholders. The Company shall notify this decision to the shareholders designated in a registered letter, specifying the number of shares to be redeemed, as well as the price fixed.

The redemption price is fixed per share at the net book value of the share at the time of the transfer, increased or not by a premium determined by the Board of Directors, but which may not exceed the portion of the distributable reserves to which the Share would have been entitled in case of a distribution. Failing a consent of the parties concerning the transfer price thus defined, this price shall be determined by an independent expert appointed by the Board of Directors at the cost of the Company. The price determined by the independent expert shall bind all the parties.

Art. 9. The rights and obligations conferred to the Class D preferred shares ("Preferred Shares") are governed by the articles of association and by articles 44, 45 and 46 of the amended law of 10 August 1915 concerning commercial companies.

Profits shall be entirely at the disposal of the general meeting of shareholders; however, the provisions of the paragraph below shall have to be observed.

After payment of various costs and allocation to the legal reserve, a dividend shall become due in the amount of 3% (three) of the par value of the shares to the shareholders holding Class D Shares. This preferred dividend is guaranteed and recoverable.

Administration, supervision

Art. 10. The Company will be administered by a board composed of at least three (3) members, shareholders or not. The directors are appointed for a term which may not exceed six (6) years; they may be re-elected and removed from office at any time.

In case of a vacancy in the position of a director, the remaining directors will be entitled to temporarily fill this vacancy; in this case the general meeting will proceed to the final election in its next meeting.

Art. 11. The Board of directors is empowered to carry out all acts necessary or useful for the realization of the corporate purpose; anything not reserved to the General Meeting of shareholders by law or by these articles of association falls within its competence.

The Board of directors may appoint its Chairman; in case of the Chairman being absent, the chair of the meeting may be conferred to one of the directors present.

The Board of Directors may only validly discuss if a majority of its members are present or represented. Proxies between directors may be given in writing by circular letter, by ordinary mail, electronic mail or by fax, by phone, by conference call, or by any other means of communication.

The decisions of Board of directors are taken at the majority of the votes; in case of a tie, the person chairing the meeting shall have the casting vote.

Decisions taken in writing and notified to all the directors and approved by a majority of the directors shall be as effective as a decision taken in a meeting of the Board of Directors. In this case, resolutions or decisions to be taken are

passed either in writing by circular letter, by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, conference call, or by any other means of telecommunication.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management, as well as the representation of the Company concerning such management, to one or several directors, managers, authorized representatives, or the agents, shareholders or not. The delegation to a member or the board of directors is subject to the prior authorization of the general meeting.

The Board of Directors decides on the signatory powers in its midst and that of the delegates. In the absence of thereof, the Company will be bound either by the signature of any two (2) directors, or by the individual signature or its managing director(s).

The mandate of the Directors shall be compensated in accordance with such modalities as shall be resolved by the General Meeting of Shareholders pursuant to the recommendation of the Board of Directors.

Art. 12. The supervision of the Company is entrusted to one or several statutory auditors, shareholders or not, appointed for a term of office which may not exceed six (6) years; they may be re-elected and removed from office at any time.

General meeting

Art. 13. The Annual General Meeting of shareholders shall convene on the last business day of the month of June at 2.00 p.m. in the city of Luxembourg at the place to be indicated in the convening notices.

Convening notices for every general meeting shall contain the agenda and shall take the form - where all the shares are in registered form - of registered letters sent eight days before the meeting to registered shareholders.

The extraordinary general meeting is convened before notary and may amend any provisions of the articles provided that at least one half of the capital is represented. However, the nationality of the company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders. If the quorum of presence is not attained during the first meeting, a second meeting can be convened in accordance with the statutory provisions. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At extraordinary general meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

The ordinary general meetings (including the annual general meeting) which purpose does not consist of amending the articles of association are also convened through submission of registered letters sent eight days before the meeting to registered shareholders. These meetings are held as private deeds without any quorum of presence being necessary for the meeting to be validly formed. At ordinary general meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented.

Art. 14. Convening notices for the general meetings will be made in accordance with the articles of association and the legal provisions. They may be waived if all the shareholders are present or represented and declare having been informed about the agenda before the meeting. The Board of Directors may decide that, in order to participate in the general meeting, the owner of shares shall have to deposit his shares five (5) clear days before the day set for the meeting. Each shareholder is entitled to vote personally or by proxy, shareholder or not. Each share entitles to one vote unless if otherwise stated by the law or by the articles of association.

Art. 15. Each Class D Share ("Preferred Shares") shall, however, have a limited voting right. Class D Shares will only be entitled to vote when the General Meeting has to decide on (i) the modification of the rights attached to these shares, (ii) the issuance of new Class D Shares with preferred rights, (iii) the fixing of the recoverable preferred dividend attached to the Class D Shares, (iv) the conversion of Class D Shares into shares of another category, (v) the reduction of the share capital of the Company, (vi) the amendment of its corporate purpose, (vii) the issuance or convertible bonds, (viii) the early dissolution, (ix) the extension of its duration, (x) the transformation into a company of another legal form, (xi) the change of nationality of the Company, (xii) the contribution of all its assets and liabilities, and (xiii) all operations of merger or division. In all other circumstances, Class D shares will not be entitled to vote.

Art. 16. The General Meeting of shareholders has the broadest powers to perform or ratify all acts in the interest of the Company. It decides on the allocation and the distribution of the net profit.

Art. 17. Subject to the provisions of the law, the Board of Directors is authorized to pay out interim dividends.

Financial year, distribution of profits

Art. 18. The financial year shall start on the first day of January and end on the thirty-first day of December.

Art. 19. The surplus of the balance sheet, after deduction of social charges, depreciations and amortizations, shall form the net profit of the Company. From this profit, one twentieth at least will be deduced for the setting-up of the legal reserve fund; this withdrawal will cease to be compulsory when the reserve will have reached one tenth of the registered capital, but shall have to be resumed up to its full reconstitution if at any moment and for any reason the reserve fund had been broken into.

Dissolution, liquidation

Art. 20. The Company may be dissolved by a decision of the General Meeting, adopted according to the modalities required for the amendment of the articles of association. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, natural persons or legal entities, appointed by the General Meeting which will determine their powers and their remuneration

Applicable law

Art. 21. Concerning all matters not governed by these articles of association, the parties comply with the provisions of the law of August 10, 1915, as subsequently amended.

Art. 22. In the event of discrepancy between the French version, on one hand, and the English version, on the other hand, the parties stipulate that only the French version shall prevail."

Les résolutions ci-dessus numérotées de 1 à 10 étant toutes approuvées à l'unanimité par les actionnaires présents ou représentés, celles-ci sont valablement prises en accord avec l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 réunissant les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents et représentés.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est donc levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Conformément à l'article 36 de la loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation de notariat, il est fait mention au présent acte de la connaissance de l'anglais par le notaire instrumentant ainsi que de la demande des comparants d'utiliser la langue anglaise en complément de la langue française.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. REECH, E. DENAMUR, D. BURBI, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 septembre 2008. Relation: LAC/2008/35723. - Reçu douze euros (€ 12.-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 SEPTEMBRE 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008133938/211/487.

(080156455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

L'Alpic, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

R.C.S. Luxembourg B 127.252.

L'an deux mille huit, le huit octobre.

Par devant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La société anonyme dénommée IMMOVAL SAINTE CROIX S.A., avec siège social à L-5842 Hesperange, 1, am Weichbaendchen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 97.188,

ici représentée par son administrateur-délégué:

- Monsieur Franck ROUAYROUX, administrateur de sociétés, demeurant à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen.

Cette comparante, représentée ainsi qu'il a été dit, a exposé au notaire instrumentant et l'a requis d'acter ce qui suit:

I.- La comparante était avec Monsieur Christian DE BIASI et Madame Solange SALOMON, les seuls associés de la société à responsabilité limitée "L'ALPIC S.à r.l.", avec siège social à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 28 mars 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1232 du 21 juin 2007, ci-après la "Société",

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 127.252.

II.- Aux termes d'un acte de cession de parts sociales sous seings privés en date 24 avril 2008, publié au Mémorial C, numéro 1262 du 23 mai 2008, Monsieur Christian DE BIASI et Madame Solange SALOMON ont cédés les deux cent vingt (220) parts sociales respectivement les cent quatre-vingts (180) parts sociales qu'ils détenaient dans la société à la société anonyme IMMOVAL SAINTE CROIX S.A., prénommée.

III.- La capital social de la Société est fixé à la somme de quinze mille deux cent quarante-quatre euros et quatre-vingt-seize cents (EUR 15.244,96) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de quinze euros et vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingt-seize cents (EUR 15,24496) chacune, toutes intégralement libérées et appartenant à l'associée unique, la société anonyme IMMOVAL SAINTE CROIX S.A. prénommée.

IV.- Ensuite, l'associée unique représentant l'intégralité du capital social, agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire, a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associée unique décide de transférer le siège social de la Société de L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine à L-5842 Hesperange, 1, Am Weichbaendchen et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

"Le siège social est établi dans la commune de Hesperange."

V.- Le montant des frais, rémunérations et charges en raison des présentes, estimé sans nul préjudice à la somme de six cents euros (EUR 600.-) est à charge de la Société qui s'y oblige.

VI.- La comparante élit domicile au siège de la Société.

DONT ACTE, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'elle connue à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Franck ROUAYROUX, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41048. — Reçu 12 € (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 20 octobre 2008.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2008133441/222/48.

(080155973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Sigma Capital Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 90.335.

In the year two thousand six, on the fourth day of May

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of the limited liability company (société anonyme) denominated Sigma Capital Investments S.A., organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg (the Company), incorporated pursuant to a deed of par Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange, dated November 15, 2002, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C - N ° 84 dated January 28, 2003.

The Meeting was opened by Mr. Patrick Van Hees, employee in Mersch, Luxembourg, being in the chair (the Chairman), who appointed as secretary, Mrs. Annick Braquet, employee in Mersch, Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Mrs Ariette Siebenaler, employee in Mersch, Luxembourg. (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to hereafter as the Bureau).

The proxies from the shareholders represented at the Meeting will also remain attached to the present minutes and signed by all the parties.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record the following:

I. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that three thousand one hundred euro (EUR 3,100) shares with a par value of ten euro (EUR 10), representing the entirety of the share capital of the Company of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, the shareholders present or represented at the Meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

II. The attendance list, signed by all the shareholders represented at the Meeting, the members of the Bureau and the notary, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed with the registration authorities.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;
2. Approval of the Company's initial public offering (IPO) of global depositary receipts on the London Stock Exchange;
3. Increase of the number of shares representing the entire share capital from three thousand one hundred (3,100) shares each having a par value of ten euro (EUR10) to twenty-five thousand (25,000) shares each having a par value of one euro twenty four cents (EUR 1.24) without any change to the amount of the Company's share capital;
4. Re-allotment of the shares between the current shareholders to reflect the above share splitting;

5. Granting of a special power of attorney to each employee of Citco (Luxembourg) S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) with registered office at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, acting under his/her sole signature, to validly update the shareholders' register of the Company, to certify said shareholders register and to make certified copies thereof;

6. Creation of an authorized share capital of the Company;

7. Authorization to the board of directors of the Company to create an employee stock option plan or another management/ director incentive compensation plan in the future;

8. Amendment and restatement of the articles of association of the Company (the Articles) in their entirety;

9. Confirmation of the mandates and appointment of directors of the Company;

10. Authorization to the board of directors of the Company to delegate the daily management of the Company;

11. Removal of C.A.S. SERVICES S.A., as internal auditor of the Company and discharge for the performance of its mandate;

12. Ratification of the appointment of PricewaterhouseCoopers as internal auditor of the Company for the accounting years terminated on December 31, 2003 and December 31, 2004;

13. Ratification of the appointment of Ernst & Young as internal auditor of the Company as of January 1, 2005 until January 1, 2007;

14. Acknowledgment of the management and audit reports for the accounting years terminated on December 31, 2003, December 31, 2004 and December 31, 2005;

15. Approval of the accounts for the accounting years terminated on December 31, 2003, December 31, 2004 and December 31, 2005;

16. Allocation of the results (net profit/loss) of the Company for the accounting years terminated on December 31, 2003, December 31, 2004 and December 31, 2005;

17. Granting of discharge to PricewaterhouseCoopers for the performance of its mandate for the accounting years terminated on December 31, 2003, December 31, 2004 and to Ernst & Young for the performance of its mandate for the accounting year terminated on December 31, 2005;

18. Granting of discharge to the directors of the Company for the performance of their mandates for the accounting years terminated on December 31, 2003, December 31, 2004 and December 31, 2005;

19. Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the Meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices. The shareholders being present or represented consider themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda which has been made available to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to approve the IPO of the global depository receipts of the Company on the London Stock Exchange and to authorise the board of directors of the Company to proceed with the IPO and take all action necessary or advisable in connection therewith.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the number of shares representing the entire share capital from thirty-one (3,100) shares each having a par value of ten euro (EUR 10) to twenty-five thousand (25,000) shares each having a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24).

Fourth resolution

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves to re-allocate the shares of the Company as follows:

- Sigma Capital Hospitality, Leisure and Tourism Holding Company S.A. shall receive and hold twenty-four thousand nine hundred and ninety-two (24,992) shares in the Company;

- Sigma Capital International Management Ltd. shall receive and hold eight (8) shares in the Company.

Fifth resolution

The Meeting resolves to grant a special power of attorney to each employee of Citco (Luxembourg) S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) with registered office at L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, acting under his/her sole signature, to validly update the shareholders' register of the Company, to certify said shareholders register and to make certified copies thereof.

Sixth resolution

The Meeting resolves (i) to create in addition to the subscribed share capital of the Company, an authorised but non issued corporate capital of one hundred and eighty-six thousand euro (EUR 186,000) divided in one hundred and fifty thousand (150,000) shares having a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24) each and (ii) to authorise the

board of directors of the Company to issue new shares within the limits of such authorised share capital and to suppress and/or limit the preferential subscription rights of the existing shareholders in case of issue of such new shares.

Seventh resolution

The Meeting resolves, in order to create value and promote the development and the growth of the Company and its business, to offer to certain executives and directors of the Company or the Company's subsidiaries (but excluding the executive vice chairmen of the Company) the opportunity to receive, free of charge, warrants or other securities to subscribe to newly issued shares or global depository receipts of the Company at the occurrence of specific conditions, under a stock option plan or another management/ director incentive compensation plan (the Stock Option Plan). As a consequence, the Meeting resolves to authorize the board of directors of the Company to (i) create the Stock Option Plan not exceeding five percent of the post-IPO corporate capital and within the limits of the authorised corporate capital of the Company, (ii) approve the terms of the Stock Option Plan, and (iii) take any action and execute any document or agreements as may be necessary to implement the Stock Option Plan. The board of directors shall be authorised to limit or suppress the preferential subscription right of the shareholders in connection with the issue of shares pursuant to the Stock Option Plan.

Eighth resolution

The Meeting resolves to fully amend and restate the Articles which shall henceforth read as follows:

I. Name - registered office - object - duration

Art. 1. Name.

1.1 There is hereby established a société anonyme under the name of SIGMA CAPITAL INVESTMENTS S.A. (the Company) governed by these articles of association (the Articles) and by the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended (the Company Law).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

2.2. The registered office may by resolution of the board of directors of the Company (the Board of Directors), be transferred from one address to another within the municipality of Luxembourg. Transfers to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg are subject to a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting).

2.3. The Board of Directors shall also have the right to set up subsidiaries, agencies, branch offices or representative offices either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

2.4. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

2.5. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 4. Purpose.

4.1. The purpose of the Company is the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4.2. In particular, the Company may acquire, manage, develop and sell, directly or through other entities real estate properties located in whatever jurisdiction.

4.3. The Company may also carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly relate to its purpose.

4.4. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other

company. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

4.5. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risks, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

II. Capital - shares

Art. 5. Capital.

5.1. The issued share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000) divided in twenty-five thousand (25,000) shares having a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24) each.

5.2. In addition to the issued share capital, the authorised but non issued share capital is set at one hundred and eighty-six thousand euro (EUR 186,000) divided in one hundred and fifty thousand (150,000) shares having a par value of one euro twenty-four cents (EUR 1.24) each.

5.3. The issued share capital and the authorised but non issued share capital of the Company may be increased or decreased by resolution of the general meeting of shareholders adopted in the forms and in accordance with the conditions laid down for amending the Articles of Association under Article 17 of the Articles, or by the Board of Directors, if so authorized by the general meeting of shareholders.

5.4. Subject to the provisions of the Company Law, each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of new shares in return for contributions in cash. That preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the shares held by the shareholder. The preferential subscription right may be limited or abolished (1) by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in accordance with Article 17 of the Articles or (2) by the Board of Directors in the event that the general meeting of shareholders has authorised the Board of Directors to issue shares within the limits of the authorised share capital and to limit or cancel the preferential subscription right for a period of no more than five years fixed by the general meeting, and likewise pursuant to the authorisation conferred by Article 5.5 of the present Articles of Association.

5.5. The Board of Directors is authorised during the period ending on May 3, 2011, without prejudice to any renewals, to increase the share capital of the Company on one or more occasions within the limits of the authorised capital.

The Board of Directors is authorised to fix the rules for any subscription and for paying it up in cash or by contribution in kind. Such an increase in capital may also be made by the incorporation of reserves, issue premiums or profits carried forward, with or without the issue of new shares, or following the issue and the exercise of bonds, subordinated or non-subordinated, convertible or repayable or exchangeable for shares or coupled with vouchers or rights to subscribe for shares, or through the issue of any other security or instrument carrying an entitlement to shares. The Board of Directors is authorised to fix the subscription price, with or without issue premium, the date from which they will carry beneficial rights and, where applicable, the duration, amortization, rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid securities as well as all the other conditions and rules for issue, subscription and paying up, for which the Board of Directors may make use of the possibility provided for in Article 32-1 paragraph 3 of the Company Law.

The Board of Directors is authorised to limit or cancel the preferential subscription right of existing shareholders.

5.6. Whenever the Board of Directors has effected a complete or partial increase in capital as authorised by the foregoing provisions, Article 5 of the present Articles shall be amended so as to reflect that increase.

5.7. The Board of Directors is expressly authorised to delegate any natural or legal person to organise the market in subscription rights, accept subscriptions, conversions or exchanges, receive payment for the price of shares, bonds, subscription rights or other securities and instruments, to have legalised by authentic act increases of capital carried out as well as the corresponding amendments to Article 5 of the present Articles and to have recorded in the said Article 5 of the present Articles the amount by which the authorisation to increase the capital has actually been used and, where appropriate, the amounts by which it is reserved for securities and instruments which may carry an entitlement to shares.

Art. 6. Shares.

6.1. All shares in the capital of the Company shall be issued in registered or bearer form, at the option of the shareholders.

6.2. All shares shall form one class and shall rank *pari passu* in respect of payment of dividends, entitlement to liquidation proceeds and otherwise.

6.3. Shares may be issued as partly paid up as permitted by the Company Law.

6.4. The Company may, to the extent and under the terms permitted by the Company Law, purchase its own shares.

6.5. Subject to the provision of Article 6.6 of the present Articles, the Company shall consider the person in whose name the registered shares are recorded in the register of shareholders to be the owner of those shares.

6.6. However, where shares are recorded in the register of shareholders on behalf of one or more persons in the name of a system for the settlement of securities transactions or the operator of such a system or in the name of a professional depository of securities or any other depository (the Depository) or of a sub-depository designated by the Depository, that or those persons - subject to having received from the Depository with whom those shares are kept

in account an attestation in proper form - will instruct the Depository to exercise the rights attaching to those shares, including admission to and voting at general meetings, and that or those persons shall be considered to be holders for the purposes of Article 7 of the present Articles. The Board of Directors may determine the formal requirements with which such attestations must comply. Notwithstanding the foregoing, the Company will make payments, by way of dividends or otherwise, in cash, shares or other assets only into the hands of the Depository or sub-depository recorded in the register or in accordance with their instructions, and that payment shall release the Company.

6.7. The shares are indivisible as far as the Company is concerned, which shall recognise only one owner for each share. Owners per indivisum of a share are obliged to have themselves represented vis-à-vis the Company by one and the same person in order to be able to exercise their rights.

6.8. The Board of Directors is authorised to issue bonds and other titles representative of claims, subordinated or otherwise, which may be converted into or exchanged for shares in the Company and any other certificates carrying an entitlement to shares, within the limits of the authorised capital.

Art. 7. Obligations of the shareholders.

7.1. As from the listing of its shares on a stock exchange in the European Union, the Company shall be subject to the provisions of the Law of 4 December 1992 relating to the information to be published upon the acquisition and disposal of a large holding in a company listed on a stock exchange, according to which any shareholder who directly or indirectly, acquires or disposes of a holding in the Company, as a consequence of which the voting rights held by the shareholder in the Company equals, exceeds or falls below 10%, 20%, 1/3, 50% and 2/3, must notify to the Company and the Luxembourg Supervisory Authority (Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)) at the same time within seven calendar days, the proportion of voting rights held following that operation.

III. Management - representation

Art. 8. Board of directors.

8.1. The Company is managed by a Board of Directors composed of at least three members (the Directors), either shareholders or not, who are appointed for a period not exceeding six years by the General Meeting which may at any time remove them.

8.2. The number of Directors, their remuneration and their term are fixed by the General Meeting. The General Meeting may authorise the Board of Directors to fix the remuneration of the Directors.

8.3. In the event of a vacancy in the office of a Director of a specific category because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 9. Meetings of the Board of Directors.

9.1. The Board of Directors may appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

9.2. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall, in principle, be in Luxembourg.

9.3. Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors.

9.4. No such written notice is required if all the members of the Board of Directors are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram or telex, of each member of the Board of Directors. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

9.5. No Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his or her proxy.

9.6. Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.7. The Board of Directors can deliberate and/or act validly only if a majority of Directors is present in person or by other means of communication at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or in person or by other means of communication at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

9.8. The Board of Directors, deciding at the majority of the votes of the Directors present in person or by other means of communication, is authorised to adopt (and amend) an internal regulation with regard to the holding of the meetings of the Board of Directors.

9.9. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed in writing. Such resolution can be signed in counterparts and must be signed by each and every director (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 10. Powers of the Board of Directors.

10.1. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

10.2. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the General Meeting fall within the competence of the Board of Directors. The Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

10.3. The Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external natural or legal persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 11. Minutes of the Board of Directors.

11.1. Decisions of the Board of Directors shall be recorded in minutes signed by the Chairman of the meeting and any other Director or the secretary (if any).

11.2. Copies or extracts of the minutes shall be signed by one Director or any other officer designated for such purpose by the Board of Directors.

Art. 12. Representation.

12.1. The Company will be bound in any circumstances by the joint signatures of any two Directors, unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers.

12.2. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Board of Directors, represented by its Chairman or by the Director delegated for this purpose.

Art. 13. Delegation of powers.

13.1. The Board of Directors may delegate the day-to-day management of the Company's business, in its widest sense, to Directors or to third persons, who need not be shareholders of the Company. Notwithstanding such delegation, all new projects of the Company involving an investment by the Company of more than five million euro of equity capital, and increases of budgets on such projects of more than two million euro shall be subject to the approval of the Board of Directors.

13.2. Delegation of the day-to-day management to one or more Directors of the Company, is subject to prior authorisation by the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to one or more non director, who will be called managers.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more of the Directors or officers of the Company are interested in, or are a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2. Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3. In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board of Directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

IV. Supervision**Art. 15. Internal auditor.**

15.1. The operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditor(s) (commissaire(s)). The internal auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2. The internal auditor(s) will be appointed by the general meeting of shareholders of the Company which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The internal auditor(s) in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders of the Company with or without cause.

15.3. The General Meeting may allocate fixed or proportional emoluments to the internal auditor(s).

V. General meeting**Art. 16. General.**

16.1. Any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

16.2. The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be

specified in the convening notice of meeting, on the thirtieth day of June of each year at 11.00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

16.3. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors of the Company, exceptional circumstances so require.

16.4. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 17. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

17.1. The notice periods and quorum required by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

17.2. Each share is entitled to one vote.

17.3. Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

17.4. An extraordinary General Meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles.

17.5. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Luxembourg official gazette, the Memorial, and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

17.6. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders and bondholders.

17.7. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, telegram or telex.

17.8. Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

17.9. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

VI. Annual accounts - allocation of profits

Art. 18. Accounting year.

18.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty first of December of each year.

Art. 19. Allocation of profits.

19.1. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortisation, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

19.2. The allocation of the balance of the profit, after provision for taxation, if applicable, has been made, shall be determined by the annual General Meeting upon proposal by the Board of Directors.

19.3. This allocation may include the distribution of dividends, creation or maintenance of reserve funds and provisions, and determination of the balance to be carried forward.

19.4. Any dividends distributed shall be paid at the places and at the time fixed by the General Meeting.

VI. Dissolution - liquidation

20. The Company may be dissolved by a resolution of the General Meeting deliberating and voting in the manner provided for the amendment of the Articles of Association. If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons appointed by the General Meeting, which will specify their powers and fix their remunerations.

VII. General provision

21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Ninth resolution

The Meeting resolves:

a) to confirm the mandates of Mr. George Veltchev, Mr. Vesselin Danev, and Mr. Henning Krippendorff, as directors of the Company for a term expiring at the issue of the annual general meeting of the shareholders of the Company called to approve the annual accounts as per December 31, 2011, unless removed earlier;

b) to appoint with immediate effect Herbert Roncevic, Herbert Cordt, Paul Dukes and Artem Bolotin as directors of the Company for a term expiring at the issue of the annual general meeting of the shareholders of the Company called to approve the annual accounts as per December 31, 2011, unless removed earlier; and

c) to authorise the board of directors of the Company to fix the remuneration of the directors of the Company.

As a result of the above, the board of directors of the Company is composed of the following persons:

- Mr. George Veltchev, residing at 56, Kensington Heights, 91-95, Campden Hill Road, London, W8 7BD, United Kingdom;

- Mr. Vesselin Danev, residing at 195, Boardwalk Place, London E14 5SQ, United Kingdom;

- Mr. Henning Krippendorff, residing at 16, Ivan Vazov Street, 1000 Sofia, Bulgaria;

- Mr. Herbert Roncevic, residing at Tannenwaldweg, 4, Bad Homburg, Germany;

- Mr. Herbert Cordt, residing at Ellerstaette, 11/10, Vienna, 1010, Austria;

- Mr. Paul Dukes, residing at 88, Baker Street, London W1U 6TQ, United Kingdom; and

- Mr. Artem Bolotin, residing at c/o BMT Management Ltd, 7, Gasheka Street, Moscow, 123056, Russia.

Tenth resolution

The Meeting resolves to authorize the board of directors of the Company, in accordance with article 13 of the Articles and article 60 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended, to delegate the daily management of the Company to Mr. Henning Krippendorff, who will be designated as chief executive officer, with the power to bind the Company under his sole signature.

Eleventh resolution

The Meeting resolves to dismiss C.A.S SERVICES S.A., as internal auditor of the Company with immediate effect and to grant C.A.S SERVICES S.A. full discharge with respect to the execution of its mandate.

Twelfth resolution

The Meeting resolves to ratify the appointment of Ernst & Young as internal auditor of the Company as of January 1, 2005 until January 1, 2007.

Thirteenth resolution

The Meeting resolves to postpone the approval of the agenda items, (12) and (14) to and including (18) to a subsequent shareholder's meeting to be held on August 2, 2006 at the latest.

There being no further business on the agenda, the Chairman thereupon closes the meeting.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the members of the Bureau and the proxyholder of the shareholders, they sign together with all the shareholders present or represented at the Meeting, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

German translation to follow:

Vierter Tag des Monats Mai im Jahre zweitausendundsechs.

Vor mir, dem Maître Henri Hellinckx, Notar mit Sitz in Mersch,

wird eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Aktionäre der Sigma Capital Investments S.A., einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg (die Gesellschaft), gegründet nach Maßgabe einer Urkunde des Notars Gérard Lecuit mit Sitz in Hesperange vom 15. November 2002 veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C - N ° 84 mit Datum vom 28. Januar 2003. abgehalten.

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Patrick Van Hees Privatbeamter, wohnhaft in Mersch, Luxemburg (der Vorsitzende),

Frau Annick Braquet, Privatbeamtin, wohnhaft in Mersch, Luxemburg, zum Schriftführerin der Versammlung bestellt.

Zum Stimmzähler der Versammlung wählt die Versammlung Frau Arlette Siebenaler, Privatbeamtin, wohnhaft in Mersch, Luxemburg (der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler werden nachstehend gemeinsam das Bureau genannt).

Die Vollmachten der bei der Versammlung vertretenen Aktionäre bleiben dem vorliegenden Protokoll beigeheftet und wurden von allen Parteien unterschrieben.

Nachdem das Bureau somit gebildet wurde, erklärt und bittet der Vorsitzende den Notar wie folgt zu Protokoll zu nehmen:

I Aus einer von den Bureau-Mitgliedern erstellten und bestätigten Anwesenheitsliste geht hervor, dass dreitausendeinhundert (3.100) Aktien mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10), die zusammen die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von einunddreissigtausend Euro (EUR 31.000) bilden, bei der Versammlung ordnungsgemäß vertreten sind, so dass die Versammlung ordnungsgemäss konstituiert ist und wirksam über die hier nachfolgend hier wiedergegebenen Tagesordnungspunkte beraten kann. Die Aktionäre, denen die Tagesordnung zuvor nicht bekannt gegeben wurde, sind überein gekommen, sich nach Prüfung der Tagesordnung zu versammeln.

II Die Anwesenheitsliste, die von allen bei der Versammlung vertretenen Aktionären, den Mitgliedern des Bureaus und dem Notar unterzeichnet wurde, wird dieser Urkunde beigelegt. Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben ebenfalls der vorliegenden Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

III Die Tagesordnung hat den folgenden Wortlaut:

1. Verzicht auf Einberufungseinladung;
2. Billigung des Börsengangs der Gesellschaft (IPO) mit Global Depository Receipts an der Londoner Börse;
3. Erhöhung der Anzahl der das gesamte Gesellschaftskapital bildenden Aktien von dreitausendeinhundert (3.100) Aktien mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10) auf fünfundzwanzigtausend (25.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro fünfzig Cent (EUR 1,25) ohne Änderung der Höhe des Gesellschaftskapitals;
4. Neuverteilung der Aktien unter den bestehenden Aktionären um der obigen Aktienaufteilung Rechnung zu tragen;
5. Erteilung einer Spezialvollmacht für jeden Angestellten von Citco (Luxembourg) S.A., einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach dem Recht von Luxemburg, mit Sitz in 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, handelnd unter seiner/ihrer alleinigen Unterschrift, um das Aktienregister der Gesellschaft wirksam zu aktualisieren, genanntes Register zu beglaubigen und beglaubigte Abschriften hiervon herzustellen;
6. Schaffung eines genehmigten Kapitals der Gesellschaft;
7. Ermächtigung des Verwaltungsrates der Gesellschaft zur Schaffung eines Stockoptionplans für die Angestellten oder eines anderen Anreizsystems in der Zukunft;
8. Abänderung und Neufassung der Gesellschaftssatzung (die Gesellschaftssatzung) in ihrer Gesamtheit;
9. Bestätigung der Mandate und Bestellung der Direktoren der Gesellschaft;
10. Ermächtigung des Verwaltungsrates der Gesellschaft zur Übertragung der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft;
11. Abberufung von C.A.S. SERVICES S.A. als Abschlussprüfer der Gesellschaft und Entlastung für die Ausübung seines Mandats;
12. Genehmigung der Ernennung von PricewaterhouseCoopers als Abschlussprüfer der Gesellschaft für die am 31. Dezember 2003 und 31. Dezember 2004 abgelaufenen Geschäftsjahre;
13. Genehmigung der Ernennung von Ernst & Young als Abschlussprüfer der Gesellschaft vom 1. Januar 2005 bis zum 1. Januar 2007;
14. Kenntnisnahme von den Geschäftsführungs- und Abschlussberichten für die am 31. Dezember 2003, am 31. Dezember 2004 und am 31. Dezember 2005 abgelaufenen Geschäftsjahre;
15. Billigung der Abschlussberichte für die am 31. Dezember 2003, am 31. Dezember 2004 und am 31. Dezember 2005 abgelaufenen Geschäftsjahre;
16. Verteilung des Gesellschaftsergebnisses (Nettogewinne/-Verluste) für die am 31. Dezember 2003, am 31. Dezember 2004 und am 31. Dezember 2005 abgelaufenen Geschäftsjahre;
17. Entlastung für PricewaterhouseCoopers für die Ausübung seines Mandats für die am 31. Dezember 2003, am 31. Dezember 2004 abgelaufenen Geschäftsjahre und für Ernst & Young für die Ausübung seines Mandats für die am 31. Dezember 2005 abgelaufenen Geschäftsjahre;
18. Entlastung für die Direktoren der Gesellschaft für die Ausübung ihres Mandats für die am 31. Dezember 2003, am 31. Dezember 2004 und am 31. Dezember 2005 abgelaufenen Geschäftsjahre;
19. Verschiedenes.

Nach Genehmigung der Erklärung des Vorsitzenden fasst die Versammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Da die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist, verzichtet die Versammlung auf die Einberufungseinladung. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre betrachten sich als wirksam eingeladen und erklären, umfassende Kenntnis von der Tagesordnung genommen zu haben, die ihnen zuvor zur Verfügung gestellt wurde.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, dem IPO der Gesellschaft mit Global Depository Receipts an der Londoner Börse zuzustimmen und den Verwaltungsrat der Gesellschaft zu ermächtigen, mit dem IPO fortzufahren und alle in Verbindung damit erforderlichen oder ratsamen Massnahmen zu treffen.

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Anzahl der das gesamte Gesellschaftskapital bildenden Aktien von dreitausendeinhundert (3.100) Aktien mit einem Nennwert von je zehn Euro (EUR 10) auf fünfundzwanzigtausend (25.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro fünfundzwanzig Cent (EUR 1,25) zu erhöhen.

Vierter Beschluss

Als Folge des obigen Beschlusses beschliesst die Versammlung, die Aktien der Gesellschaft wie folgt neu zu verteilen:

- Sigma Capital Hospitality, Leisure and Tourism Holding Company S.A. soll vierundzwanzigtausendneuhundertzweiundneunzig (24.992) Aktien in der Gesellschaft erhalten und halten;
- Sigma Capital International Management Ltd. soll acht (8) Aktien in der Gesellschaft erhalten und halten.

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, eine Spezialvollmacht für jeden Angestellten von Citco (Luxembourg) S.A., einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach dem Recht von Luxemburg, mit Sitz in 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg zu erteilen, handelnd unter seiner/ihrer alleinigen Unterschrift, um das Aktienregister der Gesellschaft wirksam zu aktualisieren, genanntes Register zu beglaubigen und beglaubigte Abschriften hiervon erstellen.

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschließt, (i) zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital ein genehmigtes aber nicht ausgegebenes Kapital von einhundertsechsdachtzigtausend EURO (186.000), eingeteilt in einhundertfünfzigtausend (150.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro vierundzwanzig Cent (EUR 1,24) zu errichten und (ii) den Verwaltungsrat der Gesellschaft zu ermächtigen, innerhalb der Grenzen dieses genehmigten Kapitals neue Aktien auszugeben und die Bezugsrechte der bestehenden Aktionäre im Falle der Ausgabe solcher Aktien zu unterdrücken oder einzuschränken.

Siebter Beschluss

Die Versammlung beschließt, zur Wertschöpfung und Förderung der Entwicklung und des Wachstums der Gesellschaft bestimmten Angestellten und Direktoren der Gesellschaft oder der Tochtergesellschaften der Gesellschaft (ausgenommen der geschäftsführende Vizevorsitzende) die Gelegenheit zu bieten, gebührenfrei Optionsscheine und andere Wertpapiere zu erwerben, um neu ausgegebene Aktien zu erwerben oder Depotscheine der Gesellschaft unter einem Stockoptionplan oder einem anderen Anreizsystem (Stockoptionplan). Als Folge beschließt die Versammlung, den Verwaltungsrates der Gesellschaft (i) zur Schaffung eines Stockoptionplans, der nicht fünf Prozent des Gesellschaftskapitals nach dem IPO übersteigt und innerhalb den Grenzen des genehmigten Kapitals der Gesellschaft zu ermächtigen, (ii) seinen Vorschriften zuzustimmen, und (iii) jede Maßnahme zu treffen und jedes Dokument oder jeden Vertrag zu unterzeichnen, soweit dies zur Umsetzung des Stockoptionplans erforderlich ist. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die bevorzugten Zeichnungsrechte der Aktionäre in Verbindung mit der Ausgabe von Aktien gemäß dem Stockoptionplan einzuschränken oder zu annullieren.

Achter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Gesellschaftssatzung umfassend zu ändern und neu zu fassen, die fortan den folgenden Wortlaut hat:

Titel I. - Bezeichnung, Sitz der Gesellschaft, Gesellschaftszweck, Dauer

Art. 1. Bezeichnung. Es wird hiermit eine société anonyme unter der Bezeichnung SIGMA CAPITAL INVESTMENTS S.A.(die Gesellschaft) gegründet, die der vorliegenden Satzung (die Satzung) und dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in letzter Fassung (nachstehend das Gesellschaftsgesetz) unterliegt.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

2.2. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Des weiteren kann der Sitz durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre (die Hauptversammlung) an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

2.3. Der Verwaltungsrat ist ebenfalls berechtigt, Zweigniederlassungen, Filialen und andere Geschäftsräume entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland zu errichten.

2.4. Wenn außergewöhnliche politische oder wirtschaftliche Ereignisse auftreten oder bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit am Sitz der Gesellschaft oder die Kommunikation zwischen der Gesellschaft und dem Ausland beeinträchtigen können, so kann der Sitz vorübergehend als ins Ausland verlegt betrachtet werden bis zur vollständigen Beendigung solcher Verhältnisse.

2.5. Eine derartige Entscheidung hat jedoch keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, Die Erklärung der Verlegung des Sitzes und die Mitteilung gegenüber Dritten soll durch dasjenige Gesellschaftsorgan erfolgen, das unter solchen Umständen hierfür am besten geeignet ist.

Art. 3. Dauer.

3.1. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Zeit gegründet.

3.2. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, aufgelöst werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Eigentumsrechten im In- und Ausland, an Gesellschaften oder Unternehmen jedweder Form und die Verwaltung solcher Eigentumsrechte. Die Gesellschaft kann insbesondere alle Wertpapiere und Rechte durch den Kauf von Beteiligungen, durch Einlagen, durch Unterzeichnung, durch Zeichnungsverpflichtungen oder Optionen, durch Handel oder auf sonstige Weise erwerben oder durch Tausch oder auf sonstige Weise veräußern, entweder ausgegeben von einer öffentlichen oder einer privaten Organschaft, Personengesellschaften inklusive. Sie kann an der Gründung, der Entwicklung, der Verwaltung und der Kontrolle jedes Unternehmens teilnehmen. Die Gesellschaft kann weiterhin Patente, Markenschutzrechte, Lizenzzuweisungen, Sub-Lizenzen und ähnliche Rechte, und alle sonstigen gewerblichen Schutzrechte jeglicher Art oder Ursprungs erwerben und verwerten.

4.2. Im besonderen kann die Gesellschaft direkt oder durch andere Unternehmen in jedweder Rechtsordnung Immobilien erwerben, verwalten, entwickeln und verkaufen.

4.3. Die Gesellschaft kann jede kommerzielle, finanzielle oder industrielle Operation ausführen in Zusammenhang mit Immobilien oder beweglichen Gütern, welche direkt oder indirekt mit Ihrem Gesellschaftszweck zusammenhängen.

4.4. Die Gesellschaft kann in jeder Form Darlehen vergeben. Sie darf Schuldverschreibungen, Obligationen und Schuldscheine und jedwede Schuld und/oder Aktie ausgeben. Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie sich beteiligt oder Tochtergesellschaften oder jeder anderen Gesellschaft Darlehen, Vorschüsse, Garantien oder Unterstützung jedweder Art erteilen. Die Gesellschaft kann auch Sicherheiten jedweder Art (Bürgschaften, Garantien, Grundschuldner) in eigenem Namen sowie für Gesellschaften, an denen sie beteiligt ist, gegenüber Dritten stellen. Die Gesellschaft kann außerdem alle oder einige ihrer Aktiva mit Hypothek, Pfandrechten, Transfer belasten oder sie auf jede andere Weise hypothekarisch belasten.

4.5. Die Gesellschaft darf im Allgemeinen jede Maßnahme anwenden und jedes Instrument benutzen hinsichtlich Ihrer Investitionen zum Zwecke ihrer effizienten Verwaltung, darunter Maßnahmen und Instrumente, die dem Schutz der Gesellschaft gegen Kreditrisiken, Währungsschwankungen, Zinssatzschwankungen und andere Risiken dienen.

Titel II. - Gesellschaftskapital - Aktien**Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1. Das Gesellschaftskapital wird auf einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) festgelegt und ist eingeteilt in fünf- undzwanzigtausend (25.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro vierundzwanzig Cent (EUR 1,24) pro Aktie.

5.2. Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital wird ein genehmigtes Kapital von einhundertsechszwanzigtausend Euro (186.000), eingeteilt in einhundertfünfzigtausend (150.000) Aktien mit einem Nennwert von je einem Euro vierundzwanzig Cent (EUR 1, 24) festgesetzt.

5.3. Das ausgegebene und das genehmigte, aber nicht ausgegebene Gesellschaftskapital kann erhöht oder herabgesetzt werden durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre gemäß den Erfordernissen und in Übereinstimmung mit den für den Änderung der Satzung gemäß Artikel 17 der Satzung festgelegten Bedingungen, oder durch den hierzu von der Hauptversammlung der Aktionär ermächtigten Verwaltungsrat.

5.4. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Handelsgesetzes hat jeder Aktionär ein bevorzugtes Zeichnungsrecht im Falle der Ausgabe von neuen Aktien gegen Bareinlage. Dieses bevorzugte Zeichnungsrecht soll im Verhältnis stehen zu dem Anteil des Kapitals, der den vom Aktionär gehaltenen Aktien entspricht. Das bevorzugte Zeichnungsrecht kann begrenzt oder abgeschafft werden (1) durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, der gemäß Artikel 17 der Satzung angenommen wurde oder (2) durch den Verwaltungsrat für den Fall, dass die Hauptversammlung der Aktionäre den Verwaltungsrat zur Ausgabe von Aktien innerhalb der Grenzen des genehmigten Gesellschaftskapitals ermächtigt hat und das bevorzugte Zeichnungsrecht für eine Dauer von nicht mehr als 5 Jahren, was von der Hauptversammlung festgelegt wird, zu begrenzen oder aufzuheben, und gleichfalls gemäß der durch Artikel 5.5 der vorliegende Satzung gegebenen Ermächtigung.

5.5. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt während des 3. Mai 2011 endenden Zeitraums unbeschadet irgendwelcher Erneuerungen, das Gesellschaftskapital bei einer oder mehreren Gelegenheiten innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

- Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Regeln für jede Zeichnung und für die Einzahlung in Form einer Bareinlage oder Sacheinlage festzulegen. Eine solche Kapitalerhöhung kann auch durch die Umwandlung von Kapitalrücklagen, Ausgabe-reserven oder vorgetragenen Gewinnen mit oder ohne Ausgabe von neuen Aktien oder in der Folge der Ausgabe und Ausübung von Obligationen, nachrangigen oder nichtnachrangigen, umwandelbaren oder rückzahlbaren oder austauschbaren oder für Aktien tauschbaren oder mit Zertifikaten oder Zeichnungsrechten für Aktien verbunden oder durch die Ausgabe von irgendeinem anderen Wertpapier oder Instrument, das eine Berechtigung zum Erwerb von Aktien verleiht. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Zeichnungspreis mit oder ohne Ausgabeaufschlag, das Datum, ab dem sie Verwertungsrechte haben und, wo anwendbar, die Dauer, Amortisierung, die Rechte (einschliesslich vorzeitige Rückzahlung),

Zinssätze und Wechselkurse der vorbezeichneten Wertpapiere als auch alle anderen Bedingungen und Regelungen für der Ausgabe, Zeichnung und Einzahlung festzulegen. Hierfür kann der Verwaltungsrat von der in Artikel 32-1 Paragraph 3 des Handelsgesetzes vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch machen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, das bevorzugte Zeichnungsrecht der bestehenden Aktionäre zu begrenzen oder aufzuheben.

5.6. Immer wenn der Verwaltungsrat eine vollständige oder teilweise Kapitalerhöhung durchgeführt hat, wie sie von den vorstehenden Bestimmungen ermächtigt ist, wird Artikel 5 der vorliegende Satzung geändert, um dieser Erhöhung Rechnung zu tragen

5.7. Der Verwaltungsrat ist ausdrücklich ermächtigt, an eine natürliche oder juristische Person die Aufgabe zu übertragen, den Markt in Zeichnungsrechten zu organisieren, Zeichnungen, Umwandlungen oder Tauschgeschäfte anzunehmen, Kaufpreiszahlungen für Aktien, Obligationen, Zeichnungsrechte oder andere Wertpapiere und Instrumente anzunehmen, Kapitalerhöhungen durch durch Beurkundung zu legalisieren und die entsprechende Änderungen des Artikels 5 der vorliegende Satzung zu veranlassen und in dem genannten Artikel 5 der vorliegende Satzung die Höhe, in welcher von der Genehmigung zur Kapitalerhöhung tatsächlich Gebrauch gemacht wurde, zu dokumentieren, und, wo angemessen, den Betrag, zu welchem es für Wertpapiere und Instrumente, die ein Recht auf Aktien verleihen, reserviert ist.

Art. 6. Aktien.

6.1. Die Aktien der Gesellschaft sind nach Wahl der Aktionäre Namens oder Inhaberpapiere.

6.2. Die Aktien bilden eine Klasse und verleihen pari passu die gleichen Rechte im Hinblick auf Dividendenausschüttungen, Liquidationserlöse und anderes.

6.3. Die Aktien können als teilweise eingezahlt ausgegeben werden, soweit das Gesellschaftsrecht dies zulässt.

6.4. Die Gesellschaft kann in dem in dem gesetzlich zulässigen Umfang und unter den gesetzlich vorgeschriebenen Voraussetzungen ihre eigenen Aktien kaufen.

6.5. Vorbehaltlich der Bestimmung des Artikels 6.6 der vorliegenden Satzung, soll die Gesellschaft die Personen, auf deren Namen die Namensaktien im Aktienregister eingetragen sind, als Eigentümer dieser Aktien ansehen.

6.6. Wenn jedoch Aktien im Aktienregister im Namen einer oder mehrerer Personen im Namen eines Systems zur Durchführung von Wertpapiertransaktionen oder dem Händler eines solchen Systems oder im Namen eines professionellen Verwahrers von Wertpapieren oder jeder andere Verwahrer (der Verwahrer) oder eines vom Verwahrers ernannten Sub- Verwahrers eingetragen werden, wird/werden diese Person(en) -vorausgesetzt, dass diese eine formgerechte Bestätigung vom Verwahrer, bei dem diese Aktien registriert sind, erhalten haben, - den Verwahrer anweisen, die durch diese Aktien verliehenen Rechte auszuüben, einschliesslich der Zulassung zu und Abstimmung in Hauptversammlungen, und dass diese Personen für die Zwecke des Artikels 7 der vorliegenden Satzung als Inhaber angesehen werden. Der Verwaltungsrat legt die formellen Voraussetzungen, die solche Bestätigungen erfüllen müssen, fest. Ungeachtet des vorstehenden, wird die Gesellschaft Zahlungen, im Wege der Dividendenausschüttung oder auf andere Weise, in bar, Aktien oder anderen Vermögenswerten nur zu Händen des im Register eingetragenen Verwahrers oder Sub- Verwahrers leisten oder in Übereinstimmung mit ihren Anweisungen, und die Gesellschaft wird durch diese Zahlung von ihrer Verbindlichkeit befreit.

6.7. Die Aktien sind unteilbar, soweit die Gesellschaft betroffen ist, die nur einen Eigentümer je Aktie anerkennt. Eigentümer einer Aktie per indivisum sind verpflichtet, sich gegenüber der Gesellschaft durch ein und dieselbe Person zur Ausübung ihrer Rechte vertreten zu lassen.

6.8. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals Obligationen und andere Forderungsrechte auszugeben, nachrangig oder nicht, die in Aktien umgewandelt oder gegen diese getauscht werden können und andere Zertifikate, die zum Erwerb von Aktien berechtigen.

Art. 7. Verpflichtungen der Aktionäre.

7.1. Ab der Notierung seiner Aktien an einer Börse der Europäischen Union unterliegt die Gesellschaft den Bestimmungen des Gesetzes vom 4. Dezember 1992 im Bezug auf die Informationen, die veröffentlicht werden müssen bei Erwerb und Verfügung über einen grossen Gesellschaftsanteil in einer börsennotierten Gesellschaft, gemäss derer jeder Aktionär, der direkt oder indirekt einen Anteil an der Gesellschaft erwirbt oder darüber verfügt, infolgedessen die von dem Aktionär gehaltenen Stimmrechte, die 10%, 20%, 1/3, 50% and 2/3 entsprechen, übersteigen oder darunter fallen, der Gesellschaft und gleichzeitig der Luxemburger Kontrollbehörde (Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)) innerhalb von sieben Kalendertagen das Verhältnis der Stimmrechte in der Folge dieser Operation mitteilen müssen.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 8.

8.1. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus mindestens drei Mitgliedern (die Direktoren) besteht, die Aktionäre oder Nichtaktionäre sein können und für eine Amtszeit von höchstens sechs Jahren von der Aktionärsversammlung ernannt werden und jederzeit von der Aktionärsversammlung abberufen werden können.

8.2. Die Anzahl der Direktoren, ihre Vergütung und ihre Amtszeit werden von der Hauptversammlung festgelegt. Die Hauptversammlung kann den Verwaltungsrat ermächtigen, die Vergütung der Direktoren festzulegen.

8.3. Bei freigewordenem Direktorensitz infolge von Tod, Rücktritt oder einem anderen Ereignis steht den verbleibenden Direktoren das Recht zu, mittels Mehrheitsentscheid für die vorläufige Ersetzung durch einen neuen Direktor Sorge zu tragen. Diese Entscheidung muss durch die nächste Aktionärsversammlung genehmigt werden.

Art. 9. Versammlungen des Verwaltungsrates.

9.1. Der Verwaltungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden ernennen und einen Sekretär wählen, der nicht Direktor sein muss und der für die Führung der Protokolle der Versammlungen des Verwaltungsrats und der Protokolle der Hauptversammlungen der Aktionäre verantwortlich ist.

9.2. Der Verwaltungsrat tritt auf Verlangen des Vorsitzenden oder von zwei Direktoren an dem in der Einberufungseinladung bezeichneten Ort zusammen, der sich grundsätzlich in Luxemburg befinden soll.

9.3. Schriftliche Mitteilung über jede Verwaltungsratssitzung ergeht mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem Tag der Sitzung an alle Direktoren, außer in dringenden Fällen, in welchem Fall die Art dieser Umstände in der Einberufungseinladung für die Verwaltungsratssitzung anzugeben ist.

9.4. Eine Einberufungseinladung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft in der Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung ordnungsgemäss informiert worden zu sein und volle Kenntnis von der Tagesordnung zu besitzen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft kann mittels Brief, Faksimile oder Telex auf die Einberufungseinladung verzichten. Gesonderte Einberufungseinladungen sind nicht erforderlich für Versammlungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem zuvor vom Verwaltungsrat beschlossenen Arbeitsplan festgelegt wurden.

9.5. Kein Direktor kann in einer Versammlung des Verwaltungsrates durch Ernennung eines anderen Direktors als Vertreter handeln.

9.6. Jeder Direktor kann über Telefonkonferenz oder durch jedwedes andere vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, das allen an der Sitzung teilnehmenden Personen ermöglicht, einander zu hören und miteinander zu sprechen und angemessen zu beraten. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleichgestellt.

9.7. Der Verwaltungsrat kann nur wirksam beraten und beschließen, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder persönlich oder mit Hilfe dieser Kommunikationsmittel anwesend ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden wirksam mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Im Falle eines Patts hat der Vorsitzende das Entscheidungsrecht.

9.8. Der Verwaltungsrat, der mit der Mehrheit der Stimmen der oder mit Hilfe dieser Kommunikationsmittel anwesend anwesenden Direktoren beschliesst, ist ermächtigt eine interne Regelung im Hinblick auf die Abhaltung der Versammlung des Verwaltungsrats anzunehmen (und zu ändern).

9.9. Ungeachtet des vorstehenden können Beschlüsse auch in Form von Umlaufbeschlüssen, die von allen Direktoren unterzeichnet werden, gefasst werden. Der Beschluss besteht aus einem oder mehreren gleichlautenden und von allen Direktoren unterzeichneten Dokumenten (résolution circulaire). Das Datum eines solchen Beschlusses soll auf das Datum der letzten Unterschrift lauten.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates.

10.1. Der Verwaltungsrat hat umfassende Befugnisse, alle Handlungen und Geschäfte in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftszweck zu tätigen.

10.2. Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch die vorliegende Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat kann Zwischendividenden gemäß den gesetzlichen Voraussetzungen ausschütten.

10.3. Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die aus Direktoren oder externen natürlichen oder juristischen Personen bestehen und an die sie Befugnisse und Aufgaben übertragen können.

Art. 11. Protokolle des Verwaltungsrates.

11.1. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in vom Vorsitzenden und jedem anderen Direktor oder dem Sekretär, falls vorhanden, unterzeichneten Protokollen aufgezeichnet.

11.2. Kopien oder Auszüge der Protokolle werden von einem Direktor oder einer anderen hierzu beauftragten Person unterzeichnet.

Art. 12. Vertretung.

12.1. Die Gesellschaft wird in allen Angelegenheiten gegenüber Dritten durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei Direktoren, es sei denn eine besondere Entscheidung über die Erteilung einer Ermächtigung zur Unterzeichnung wurde vom Verwaltungsrat.

12.2. Jeder Rechtstreit, in dem die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte auftritt, wird im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat geführt, der von seinem Vorsitzenden oder dem zu diesem Zwecke ermächtigten Direktor vertreten wird.

Art. 13. Bevollmächtigung.

13.1. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft im weitesten Sinne Direktoren oder Dritten, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, übertragen. Ungeachtet einer solchen Übertragung unterliegen

alle neuen Projekte der Gesellschaft, in denen die Gesellschaft mehr als fünf Millionen Euro Eigenkapital investiert und Budgeterhöhungen in solchen Projekten von mehr als zwei Millionen Euro, der Zustimmung des Verwaltungsrates.

13.2. Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung an einen oder mehrere Direktoren der Gesellschaft, unterliegt der Einwilligung der Aktionärsversammlung.

13.3. Der Verwaltungsrat kann besondere Befugnisse und Aufgaben auch an einen oder mehrere Personen, die nicht Direktoren sind, übertragen und die Manager genannt werden.

Art. 14. Interessenkonflikt.

14.1. Kein Vertrag oder eine andere Transaktion zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen soll allein durch die Tatsache ungültig werden, dass einer oder mehrere Direktoren oder Angestellte der Gesellschaft an einer solchen Gesellschaft beteiligt sind, oder Direktor, Partner oder Angestellter einer solchen anderen Gesellschaft oder einem solchen anderen Unternehmen ist.

14.2. Jeder Direktor oder Angestellter der Gesellschaft, der als Direktor oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abschließen soll oder auf andere Weise in geschäftliche Beziehung tritt, ist nicht allein aufgrund dieser Beziehung daran gehindert, über diese Angelegenheit zu beraten, darüber abzustimmen oder tätig zu werden.

14.3. Falls ein Direktor der Gesellschaft ein persönliches und zuwiderlaufendes Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft haben sollte, soll dieser Direktor dem Verwaltungsrat dieses persönliche und zuwiderlaufende Interesse mitteilen und soll nicht über diese Angelegenheit beraten oder abstimmen, und diese Angelegenheit und das Interesse dieses Direktors hieran soll der nächsten darauffolgenden Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vorgelegt werden.

IV. Aufsicht

Art. 15. Abschlussprüfer.

15.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Abschlussprüfern (commissaire(s)) überwacht. Die Abschlussprüfer werden für eine Höchstdauer von sechs Jahren gewählt und können wiedergewählt werden.

15.2. Der/die Abschlussprüfer werden von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, die ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit festlegt. Der/die Abschlussprüfer können jederzeit von der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft mit oder ohne Grund entlassen werden.

15.3. Die Hauptversammlung kann eine fixe oder anteilige Vergütung für die Abschlussprüfer festsetzen.

V. Hauptversammlung

Art. 16. Allgemeines.

16.1. Jede ordnungsgemäß konstituierte Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassendsten Befugnisse, um alle Handlungen anzuordnen, auszuführen und zu genehmigen, die mit den Operationen der Gesellschaft in Verbindung stehen.

16.2. Die ordentliche jährliche Hauptversammlung der Aktionäre findet, in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Gesetz, am Sitz der Gesellschaft statt oder an einem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort der Gemeinde, am dreizehnten Tag des Monats Juni jeden Jahres um 11.00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag kein gesetzlicher Werktag für Banken in Luxemburg, so findet die ordentliche jährliche Hauptversammlung der Aktionäre am nächsten Werktag statt.

16.3. Die ordentliche jährliche Hauptversammlung kann im Ausland stattfinden, wenn es aufgrund, im absoluten und endgültigen Urteil des Vorstandes, außergewöhnlichen Umständen notwendig ist.

16.4. Andere Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft werden an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten, wie dies in der entsprechenden Einberufungseinladung angegeben wird.

Art. 17. Bekanntgabe, Quorum, Vollmachten und Einberufungseinladungen.

17.1. Die vom Gesetz vorgeschriebenen Bekanntgabefristen und Quorum legen die Bekanntgabe und Durchführung der Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft fest, es sei denn es wird etwas anderes bestimmt.

17.2. Jede Aktie verleiht ein Stimmrecht.

17.3. Sofern zwingende gesetzliche Vorschriften oder Bestimmungen dieser Satzung nichts anderes bestimmen, werden Beschlüsse der ordentlichen Hauptversammlungen der Aktionäre durch eine Mehrheit der Stimmen gefasst.

17.4. Eine außerordentliche Hauptversammlung, die zur Änderung einer Bestimmung der Satzung einberufen wurde, kann nur wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist und die Tagesordnung die zu der Satzung vorgeschlagenen Änderungen angibt.

17.5. Falls diese beschlussfähige Anzahl nicht erfüllt ist, wird eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre in der von der Satzung vorgeschriebenen Art und Weise einberufen, durch zweimalige Veröffentlichung im Abstand von fünfzehn Tagen und fünfzehn Tage vor der Versammlung im Luxemburger Amtsblatt, dem Memorial, und in zwei Luxemburger Tageszeitungen. Diese Einberufung soll die Tagesordnung wiedergeben und das Datum und die Ergebnisse der vorherigen Versammlung. Diese zweite Hauptversammlung ist unabhängig vom dabei vertretenen Kapital beschlussfähig. In beiden Versammlungen bedürfen Beschlüsse immer der Mehrheit von 2/3 (zwei Drittel) der Stimmen.

17.6. Eine Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder eine Erhöhung der Einlageverpflichtung der Aktionäre kann nur durch einstimmigen Beschluss der Aktionäre und Inhaber von Obligationen erfolgen.

17.7. Jeder Aktionär kann eine natürliche oder juristische Person mittels Brief, Telegramm, Faksimile oder Email zu seinem Vertreter bestellen, die ihn bei den Hauptversammlungen vertritt.

17.8. Jeder Geschäftsführer kann über Telefonkonferenz oder durch jedwedes andere vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Hauptversammlung teilnehmen, das allen an der Sitzung teilnehmenden Personen ermöglicht, einander zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme an einer Sitzung durch diese Mittel ist einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleichgestellt.

17.9. Eine Einberufungseinladung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft in der Sitzung anwesend oder vertreten sind und erklären, über die Sitzung ordnungsgemäß informiert worden zu sein und volle Kenntnis von der Tagesordnung zu besitzen.

Titel VI. - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten des Dezember jeden Jahres.

Art. 19.

19.1. Nach Abzug aller Ausgaben und Amortisierungen der Gesellschaft bildet der Saldo den Nettogewinn der Gesellschaft. Von diesem Nettogewinn werden fünf Prozent (5%), aber nur in dem gesetzlich erforderlichen Umfang der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Diese Zuweisung endet, wenn die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat, soll aber wieder aufgenommen werden, wenn zu irgendeinem Zeitpunkt und aus irgendeinem Grund, die gesetzliche Rücklage unter die erforderlichen zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals gefallen ist.

19.2. Die Verteilung des Gewinnsaldos, nach Abzug von Steuern, wenn anwendbar, soll durch die jährliche Hauptversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt werden.

19.3. Diese Verteilung kann die Ausschüttung von Dividenden, die Schaffung oder Aufrechterhaltung von Rücklagen und die Festlegung von Gewinnvorträgen.

19.4. Die Ausschüttung von Dividenden soll an dem Ort zu der Zeit erfolgen, die von der Hauptversammlung festgelegt wurden.

VI.- Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre gemäß der Art und Weise, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, aufgelöst werden. Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt, die von der Hauptversammlung der Aktionäre bestellt werden, welche ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

VII. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Es wird auf die Bestimmungen des Gesetzes in Bezug auf alle Angelegenheiten verwiesen, die nicht ausdrücklich in vorliegender Satzung geregelt sind.

Neunter Beschluss

Die Versammlung beschließt,

a) die Mandate von Herrn Georgi Veltchev, Herrn. Vesselin Danev und Herrn Henning Krippendorff als Direktoren der Gesellschaft für eine Amtszeit zu bestätigen, die zum Zeitpunkt der Eröffnung der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft abläuft, die zur Billigung des Jahresabschlusses vom 31. Dezember 2011 berufen ist, es sei denn sie wurden früher abberufen;

b) mit sofortiger Wirkung Herbert Roncevic, Herbert Cordt, Paul Dukes und Artem Bolotin als Direktoren der Gesellschaft für eine Amtszeit zu bestätigen, die zum Zeitpunkt der Eröffnung der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft abläuft, die zur Billigung des Jahresabschlusses vom 31. Dezember 2011 berufen ist, es sei denn sie wurden früher abberufen; und

c) den Verwaltungsrat zu ermächtigen, die Vergütung der Direktoren der Gesellschaft festzulegen.

Als Folge des obigen setzt sich der Verwaltungsrat der Gesellschaft wie folgt zusammen:

- Herr Georgi Veltchev, residing at 56, Kensington Heights, 91-95, Campden Hill Road, London, W8 7BD, United Kingdom;

- Herr Vesselin Danev, wohnhaft in 195, Boardwalk Place, London E14 5SQ, United Kingdom;

- Herr Henning Krippendorff, wohnhaft in 16, Ivan Vazov Street, 1000 Sofia, Bulgaria

- Herr Herbert Roncevic, wohnhaft in Tannenwaldweg, 4, Bad Homburg, Deutschland;

- Herr Herbert Cordt, wohnhaft in ellerstaette, 11/10, Wien, 1010, Österreich;

- Herr Paul Dukes, wohnhaft in 88, Baker Street, London W1U 6TQ, Vereinigtes Königreich; und

- Herr Artem Bolotin, wohnhaft in c/o BMT Management Ltd, 7, Gasheka Street, Moskau, 123056, Russland.

Zehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, den Verwaltungsrat zu ermächtigen, in Übereinstimmung mit Artikel 13 und Artikel 60 des Luxemburger Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in letzter Fassung die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft an Herrn Henning Krippendorff zu übertragen, der zum leitenden Geschäftsführer mit Einzelvertretungsmacht ernannt wird.

Elfter Beschluss

Die Versammlung beschließt, C.A.S. SERVICES S.A. als Abschlussprüfer der Gesellschaft zu entlassen und C.A.S. SERVICES S.A. volle Entlastung für die Ausübung seines Mandats zu erteilen.

Zwölfter Beschluss

Die Versammlung beschliesst, die Ernennung von Ernst & Young als Abschlussprüfer der Gesellschaft vom 1. Januar 2005 bis zum 1. Januar 2007 zu genehmigen;

Dreizehnter Beschluss

Die Versammlung beschließt, die Billigung von Tagesordnungspunkt (14) bis einschließlich (18) auf eine darauffolgende Aktionärsversammlung zu verschieben die spätestens am 2 August 2006 abzuhalten ist.

Da keine weiteren Tagesordnungsangelegenheiten zu besprechen sind, schließt der Vorsitzende die Sitzung.

Die vorliegende Urkunde wurde in Luxemburg am eingangs genannten Tag erstellt.

Nach Verlesung für die Mitglieder des Bureaus und den Bevollmächtigten der Aktionäre wird die vorliegende Originalurkunde gemeinsam mit allen bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionären und dem Notar unterzeichnet.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Personen in englischer Sprache verfasst wird und eine deutsche Fassung abgeschlossen wird.

Auf Wunsch der erschienenen Personen soll die englische Fassung im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Version die maßgebliche Fassung sein.

Gezeichnet: P. VAN HEES, A. BRAQUET A. SIEBENALER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Mersch, le 8 mai 2006, Volume 436 folio 64 case 7. — Reçu douze euros 12.- EUR.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Mersch, den 28. Januar 2007.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008134061/242/848.

(080156254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

K7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9161 Ingeldorf, 27, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 142.353.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le treize octobre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Monsieur Daniel REDING, expert-comptable, né le 16 mars 1968 à Ettelbruck, demeurant à L-9161 Ingeldorf, 27, rue de la Sûre;

Lequel comparant ès-qualités a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il va constituer.

Forme - dénomination - siège social - durée

Art. 1^{er}. Par la présente il est formé une société anonyme sous la dénomination de "K7 S.A."

Art. 2. Le siège social est établi à Ingeldorf.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Art. 3. La société aura une durée illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Objet social

Art. 4. Elle a pour objet la détention d'immeubles au Luxembourg et à l'étranger, ainsi que la mise en valeur de ces immeubles.

La société a également pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes les entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

Elle pourra emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties.

Capital social

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000) euros. Il est divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix (310.-€) euros chacune.

Forme et transmission des actions

Art. 6. Les actions sont nominatives.

Il pourra être émis au gré du propriétaire des certificats représentatifs d'une ou de plusieurs actions.

Les actions de la société peuvent être rachetées par celle-ci conformément aux dispositions prévues par la loi.

Les actions restent nominatives jusqu'à leur entière libération.

Modifications du capital social

Art. 7. Le capital social peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts. La mise en œuvre d'une telle augmentation ou diminution du capital peut être confiée par l'assemblée générale au conseil d'administration.

L'assemblée générale appelée à délibérer soit sur l'augmentation de capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32-1 nouveau de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle des actionnaires existants ou autoriser le conseil à le faire sous les conditions définies à l'article 32-3 (5) deuxième alinéa de la loi sur les sociétés commerciales.

Conseil d'administration

Art. 8. La société est administrée par un conseil composé de 3 membres au moins, actionnaires ou non. Aussi longtemps que la société est unipersonnelle, la société sera administrée par un seul administrateur.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, le conseil général, composé par les administrateurs restants et le ou les commissaires réunis, a le droit d'y pouvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Pouvoirs du conseil d'administration

Art. 9. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télé-copieur ou e-mail étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou e-mail.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs-délégués, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Commissaire

Art. 10. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui-même pour finir le trente et un décembre deux mille neuf.

Assemblées générales

Art. 12. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier samedi du mois de septembre à 18.30 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations, et pour la première fois en l'année deux mille et neuf.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non. Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la constitution d'une réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du solde du bénéfice net.

Dividendes intérimaires

Art. 15. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée par la loi du 24 avril 1983 et avec l'approbation du commissaire aux comptes de la société, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Dispositions générales

Art. 16. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Art. 17. Le comparant précité a souscrit l'entièreté des actions créées de sorte que le sieur Daniel REDING, préqualifié, possède les 100 actions de la société nouvellement créée.

Les actions ont été libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente-et-un mille (31.000.-) euros se trouve dés-à-présent à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de neuf cent (900.€-) euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est constitué en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît dûment convoqué, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un aussi longtemps que la société sera unipersonnelle et celui des commissaires à un.

2) Est appelé aux fonctions d'administrateur: Monsieur Daniel REDING, préqualifié.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire:

Monsieur Marco FIEGER, expert-comptable, demeurant à L-9234 Diekirch, 50, route de Gilsdorf.

4) Les mandats de l'administrateur et du commissaire expireront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2013. La société est engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de l'administrateur.

5) Le siège social de la société est établi à L-9161 Ingeldorf, 27, rue de la Sûre.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. REDING, P. PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 15 octobre 2008. DIE/2008/9184. - Reçu cent cinquante-cinq euros, 0,5 % EUR 155.-.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 21 octobre 2008.

Pierre PROBST.

Référence de publication: 2008134049/4917/130.

(080156485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Maintenance Tuyauteries Industrielles Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-3394 Roeser, 59, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.536.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008134125/814/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2008, réf. LSO-CS12626. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 58.649.

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration qui s'est tenu à Luxembourg en date du 7 octobre 2008, que le Conseil d'Administration a pris la décision suivante:

Le Conseil d'Administration prend acte de et accepte la démission de Monsieur Andrea PRENCIPE de sa fonction d'Administrateur. Le Conseil d'Administration décide de coopter en son sein et avec effet immédiat Monsieur Mirko LA ROCCA, employé privé, demeurant professionnellement au 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Andrea PRENCIPE, Administrateur démissionnaire.

En conformité avec la loi, l'Assemblée Générale des Actionnaires procédera, lors de sa prochaine réunion, à la nomination définitive.

Le mandat ainsi conféré du nouvel Administrateur prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'an 2011.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2008.

Pour SOCIETE FINANCIERE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER S.A.

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

Le Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2008134682/1494/24.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06613. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080157684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Bimer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.507.

Extrait des résolutions prises par le gérant de la société le 26 septembre 2008

Le gérant de la Société ont décidé en date du 26 septembre 2008, de transférer le siège de la Société du 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec immédiat effet.

Luxembourg, le 26 septembre 2008.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008134512/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} octobre 2008, réf. LSO-CV00069. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080156906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2008.
